

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du Mercredi 17 OCTOBRE 2012**

## **QUESTION N°3**

**PROCES VERBAL DE LA SEANCE  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
EN DATE DU 6 JUILLET 2012**



# **CONSEIL MUNICIPAL**

---

## **PROCES VERBAL de la séance du 6 JUILLET 2012**

- N° 1 - Madame AMSELLEM est désignée comme Secrétaire de séance, à l'unanimité

- N° 2 - Le Secrétaire de séance procède à l'appel nominal :

Présents – Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. FRANCHI, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, M. GREBERT, Mme JEANNE, M. VAZIA

Ont donné mandat – Mme ABKARI à Mme AMSELLEM, M. BALLET à M. DUEZ, Mme GIRARD à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE à M. FRANCHI, M. CAUMONT à Mme MADRID, M. REIN à M. GRAZIANI, Mme MARTIN à M. DESCROIX, M. MARCHIONI à Mme LACONTAL, Mme FEDON-TRESTOURNEL à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX à Mme LEBRETON, Mme CANCELLONI à M. GREBERT, M. CHAURIAL à Mme JEANNE, Mme HARDY à M. VAZIA,

Etait absent – M. LELIEVRE

Est arrivée en cours de séance – Mlle MOZZICONACCI

Sont sortis en cours de séance – Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. BATISTA, Mme WAKIM, Mme JEANNE, M. GREBERT, M. FRANCHI, M. GAHNASSIA

Madame le Maire constate que le quorum est atteint.

Introduction de Mme CECCALDI – Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, bonsoir,

C'est un plaisir de vous retrouver ce soir pour ce dernier Conseil avant l'été.

Je souhaite tout d'abord saluer la création d'un nouveau groupe d'élus au sein de notre assemblée : l'Union des démocrates et indépendants de Puteaux. Je me félicite de cette initiative qui traduit la vitalité et la diversité de notre majorité qui pour être unie n'en reste pas moins riche de la diversité de ses membres.

Je vais laisser à Bernard GAHNASSIA, qui est à l'initiative de cette création, le soin de présenter ce nouveau groupe.

Discours de M. GAHNASSIA – Je vous remercie, Madame le Maire, de m'accorder la parole.

Mesdames et Messieurs, mes chers collègues,

La majorité municipale est riche de sa diversité : diversité géographique, diversité sociale, professionnelle, mais aussi de sa diversité politique puisqu'elle regroupe des élus représentatifs de l'ensemble des sensibilités de la droite et du centre.

Cela ne vous a pas échappé, après l'échec de François BAYROU et l'impasse politique dans laquelle sa stratégie a conduit le centre en France, nous sommes arrivés à un moment charnière où celui-ci doit se reconstruire.

Vous connaissez ma fibre centriste et radicale, j'ai l'honneur de présider la fédération départementale du Parti Radical, et ainsi de participer à la reconstruction des centres, sous l'égide de Jean-Louis Borloo.

Un premier pas très important a été accompli à l'Assemblée Nationale, où Jean-Louis Borloo a annoncé la création d'un groupe d'Union des Démocrates et Indépendants, regroupant l'ensemble des composantes centristes de notre pays : radicaux, républicains sociaux, indépendants, ainsi que les démocrates du Nouveau Centre et du Modem.

Cette démarche fédératrice, nous avons souhaité la décliner à Puteaux, en compagnie de mes collègues élus Marie FEDON-TRESTOURNEL, qui siège à mes côtés au Parti Radical, Robert BERNASCONI du Nouveau Centre, et du conseiller municipal indépendant Thierry STURBOIS.

*Je suis donc heureux de vous présenter ce nouveau groupe « Union des Démocrates et Indépendants de Puteaux », qui réunit des élus libres, engagés, démocrates et indépendants, humanistes, passionnément attachés à Puteaux, à notre territoire et à notre identité.*

*Forts de notre histoire, de notre expérience, nous avons décidé de nous rassembler dans le respect de nos différences, pour dialoguer, susciter des convergences, et bâtir des positions communes sur les chantiers et les grands défis des années à venir, fondées sur nos valeurs humanistes : le progrès social, l'importante attachée au capital humain, l'association des citoyens à la construction de notre avenir, l'attachement au développement économique et à l'entrepreneuriat, l'attachement à la diversité des territoires, à leur identité, à leur développement social et culturel. Et bien sûr aussi, un attachement profond au développement durable et à la question environnementale.*

*Lors des dernières élections municipales, nous avons librement fait le choix de nous engager au sein de la liste Union pour Puteaux, et c'est tout aussi librement que notre groupe s'inscrit dans une démarche de soutien à l'égard de la majorité municipale, une majorité municipale qui désormais va marcher sur ses deux jambes.*

*Pour résumer notre démarche, je voudrais, Mme le Maire, conclure par ces mots de Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER, extraits de son best-seller Le Défi américain : « avoir une lueur sur l'avenir qui se prépare. » Telle est l'ambition de ce nouveau groupe.*

*Je vous remercie.*

Mme CECCALDI – *Je salue votre formation.*

M. VAZIA – *Je voulais faire une déclaration liminaire. Je vous remercie de m'accorder ce droit. Le soir du second tour des élections législatives, le 17 juin dernier, après l'annonce des résultats proclamés par le Président du bureau centralisateur – M. FRANCHI – j'ai souhaité prendre la parole pour remercier les Putéoliens de la belle victoire de la gauche à Puteaux, à ce moment-là M. KAROUBI s'est précipité vers moi en vociférant. La police municipale s'est interposée rapidement de sorte que seul mon costume a eu à souffrir de cette agression. J'ai été simplement déséquilibré et je suis tombé de l'estrade sans mal. Madame le Maire, je n'ai pas encore porté plainte contre ce monsieur, et je compte sur vous pour que je n'ai pas à la faire car j'ai l'espoir que ce soir vous regrettiez et condamnerez le comportement de cet individu afin que les esprits sachent votre réprobation et que nous puissions vivre d'autres soirées électorales dans la sérénité d'autant que la prochaine s'annonce particulièrement joyeuse pour la gauche. En vous remerciant de votre position ce soir ...*

Mme CECCALDI – *Bien sûr que je condamne tout cela. C'est une initiative personnelle qu'a prise cette personne et c'est à vous d'aller voir avec lui comment régler cela. Comme vous le savez, je suis pour le calme et la sérénité. En ce qui concerne ces élections, malgré la vague rose, les idées de la droite sont largement majoritaires à Puteaux. Il n'y aura pas comme vous le pensez, comme vous l'imaginez, de lendemain changeant.*

M. GREBERT – *Comme je vois qu'il y a une sorte de débat qui s'est instauré au début de ce conseil municipal, je ne comptais pas faire d'intervention là-dessus mais vous m'en donnez l'occasion après l'intervention de M. Gahnassia. Je voudrais dire simplement quelques mots, elle n'est pas là ce soir pour des raisons personnelles, je voudrais féliciter Sylvie Cancelloni, membre du Groupe Alternance Puteaux, qui a participé le mois dernier à la victoire de JC Fromentin à l'élection législative de Puteaux-Neuilly, en étant sa suppléante et en menant campagne sur notre ville. Je voudrais rappeler l'objectif du groupe Alternance Puteaux à laquelle elle appartient avec moi, ce groupe, qui regroupe élus Modem, écolo et indépendants a pour objectif le changement de majorité dans notre Commune et je voudrais ajouter et conclure que l'indépendance, cela ne s'annonce pas, cela se démontre.*

Mme CECCALDI – *M. Grébert, d'abord j'ai félicité M. Fromentin comme il se doit. Je pense que nous avons des valeurs communes et je suis ravie de ce résultat.*

*En ce qui vous concerne, je croyais, j'imaginai que vous défendiez M. Faveur puisque c'était le candidat du Modem, alors un petit moment vous soutenez M. Faveur mais vous avez aussi soutenu M. Fromentin dont la victoire serait d'ailleurs plutôt la vôtre que celle de M. Fromentin, bref, on n'y comprend rien.*

En tout cas si vous avez suivi, mesdames, messieurs, M. Grébert est un ex P.S., il est presque vert, plus trop Modem et puis maintenant il serait franchement droite modérée tendance territoire, alors on s'y perd, il n'y a que vous M. Grébert, qui savez où vous allez.

▪ **N° 3 - Le Conseil par 39 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. FRANCHI, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, Mme FEDON-TRESTOURNEL, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, Mme JEANNE, M. VAZIA, Mme ABKARI qui a donné mandat à Mme AMSELLEM, M. BALLET qui a donné mandat à M. DUEZ, Mme GIRARD qui a donné mandat à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE qui a donné mandat à M. FRANCHI, M. CAUMONT qui a donné mandat à Mme MADRID, M. REIN qui a donné mandat à M. GRAZIANI, Mme MARTIN qui a donné mandat à M. DESCROIX, M. MARCHIONI qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON, M. CHAURIAL qui a donné mandat à Mme JEANNE, Mme HARDY qui a donné mandat à M. VAZIA) **2 abstentions** (M. GREBERT, Mme CANCELLONI qui a donné mandat à M. GREBERT), **adopte le procès-verbal** de la séance du Conseil Municipal en date du 11 Avril 2012.

Arrivée de Mlle MOZICONACCI

▪ **N° 4 - Il est donné communication au Conseil Municipal :**  
**> des décisions que le Maire a été amené à prendre en application des articles L.2122-21 et L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

#### Tarifs

- de vente de DVD de spectacles à visée pédagogique organisés par le Conservatoire municipal de Puteaux : 5 €

- des places des conférences Cap Monde  
     - place à l'unité 7 €  
     - abonnement aux 7 conférences 35 €  
     - scolaires : élèves et accompagnateurs gratuit

- d'accès aux attractions foraines pour la fête de la Guinguette 2 € par personne

- du salon des goûts et des saveurs  
     - location de l'emplacement 70 €  
     - caution pour réservation 100 €

- d'accueil des clubs sportifs à la résidence des Trois Hameaux à Ploemeur hors période estivale

    - nuitée, par personne 8 €  
     - caution pour accueil du groupe 1.500 €

- des activités sportives, culturelles, de la jeunesse et du Conservatoire

#### Conservatoire

    - cursus (cycles de 3 à 5 ans) 184 €  
     - cursus danse (cycles 3 à 5 ans) 195 €  
     - parcours découverte (cycle de 2 ans maximum) 88 €  
     - parcours accompagné 184 €  
     - initiation et ateliers danse 80 €  
     - initiation et atelier 69 €

#### Sport

    - pour toutes les disciplines de base (sauf pour musculation, fitness, cours aquatique adultes et tennis)

- enfant	80,50 €
- adulte	115,00 €
- pour toutes disciplines spécifiques	
- escrime	147,00 €
- bébés nageurs	224,00 €

#### Culture

- pour toutes disciplines de base	
- Enfant	80,50 €
- Adulte	115,00 €
- pour toutes disciplines spécifiques	
- poterie céramique adulte	132,00 €
- dessin peinture adulte	132,00 €
- loisir création adulte	132,00 €
- petits gourmets, pour 5 mois	158,50 €
- abat-jour, émaux-céramique, peinture sur faïence, sur tissu, sur porcelaine	163,00 €
- art culinaire, pour 5 mois, cuisine du moment	163,00 €
- art culinaire, plaisirs de la table	163,00 €
- sculpture, plâtre direct	210,00 €
- tiffany, vitrail	304,00 €

#### Jeunesse

- pour toutes disciplines de base	
- enfant	80,50 €
- adulte	115,00 €
- pour toutes disciplines spécifiques	
- aéromodélisme	132,00 €
- maquettes vitrines Diorama	132,00 €

**Acceptation d'un don : un piano droit Rameau de M. et Mme COLLET**

**Modification du règlement intérieur du Conservatoire Municipal**

**Autorisation d'ouvertures exceptionnelles des commerces** relevant de la branche « habillement et chaussures » et « commerces et réparations automobiles », les 10 Juin et 1<sup>er</sup> Juillet 2012

**Retrait de l'arrêté portant exercice du droit de préemption** à l'occasion de la vente d'un bâtiment sis 15 rue Anatole France, appartenant à Mme Orlange

**Exercice du droit de préemption** à l'occasion de la vente

- d'un fonds de commerce situé 40 rue Godefroy appartenant à la Société Le Progrès Multimédia
- d'un fonds de commerce situé 81 avenue du Général de Gaulle appartenant à la Société Tabac Totem,

**Réglementation du vide grenier** du 20 Mai 2012

- droit d'emplacement : 10 € la table d'étalage
- M. David DUVAL est autorisé à installer un stand de produits sucrés, moyennant une redevance de 80 € pour la journée

- M. Sameh ZAKHER est autorisé à installer un camion de vente de pizzas, moyennant une redevance de 120 € pour la journée

**3<sup>ème</sup> modification de la régie de recettes** auprès du Palais de la Médiathèque, pour la vente de livres sortis de l'inventaire

#### **Autorisations d'occupation du domaine public**

- pour l'exploitation du bar de la piscine, par la Société Francevents – Gautier Events, pour une redevance d'occupation de 5.000 € (partie fixe) et de 5% du chiffre d'affaires (partie variable)

- d'un terrain sis 102 bis rue de la République, par la Société Braga Constroi, moyennant une redevance mensuelle d'occupation de 2.720 €

- pour l'exploitation du snack bar de l'esplanade de l'hôtel de Ville par la Sarl les Planches, pour un montant d'occupation de 6% du chiffre d'affaires

**Convention relative à l'accueil des enfants du centre aéré de la Ville de Ghisonaccia** (association AFARIF) au village de vacances de la Marine de Caprone, à titre gracieux

**Réglementation du skate park de l'île de Puteaux**

**Plan d'organisation de la surveillance et des secours de la piscine du Palais des sports**

**Mise à disposition au sein du Conservatoire**, à l'organisme ARIAM Ile de France, d'une salle, à titre gratuit

**Avenant à une concession de logement** – 74 rue de la République - pour la mise à disposition d'une cave

**> du compte-rendu des décisions prises par le Maire en application de l'article L.2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales**

**> des décomptes généraux**

**> des agréments de sous-traitants** dans le cadre des marchés

De construction d'un Conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant

Société AROC pour les travaux de dressement et ferrailage

Société CCRT pour les travaux de couverture zinc

Société AUER CONSTRUCTIONS METALLIQUES pour la charpente métallique, salle 150 et les deux passerelles intérieures

Société EUODALLAGES pour des travaux de coulage, vibration et lissage des planchers et radiers

Société SN BAT pour des travaux de coffrage, étalement, réglage de planchers, pose de poutres, pose de parpaings

Société GEOFI pour des travaux de « tirants de radier »

Société RAMOS pour les travaux d'assainissement

Société KONE pour la fourniture et pose d'ascenseurs

Société SAVIEX pour la fourniture et pose de fauteuils

Société ETANCHEITE RATIONNELLE pour les travaux de cuvelages

Société ELISATH pour le contrat de maintenance

Société MGD pour les menuiseries extérieures

Société ACOPLAN pour les cloisons mobiles

Société RIVETANCHE pour l'étanchéité

Société ENVERT pour les espaces verts

Société MCC pour le traitement des façades en pierre et revêtement de sol en pierre

De travaux et d'entretien des réseaux d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore

Société AXIMUM pour la fourniture astreinte et entretien dynamique de réseau

De maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux

Société LUNELEC

Société A.M.C. COM

Société TEB

pour des interventions ponctuelles de maintenance et d'entretien de Janvier à fin mars 2012

Société STANOJEVIC pour la réfection des installations électriques de la cuisine de la caserne des pompiers

De construction d'un parking souterrain à l'angle des rues Francis de Pressensé, Voltaire et Legagneux

Société FORET pour des travaux de désenfumage et ventilation

Société SACAMAS pour des travaux d'ascenseurs

Société BADI pour le dressement et le ferrailage

Société CREATION GRAND FORMAT pour la fourniture et pose de palissade avec décors PVC

Société ETANDEX pour les travaux de cuvelage

Société ARMATURES et CONSTRUCTIONS MODERNES pour les armatures HA/TS en fond de coffrage

Multiservices pour la maintenance et l'entretien du Palais des sports

Société THOP THERMIQUE pour le remplacement de l'afficheur du brûleur et de la sonde, pour l'entretien et le dépannage des chaudières

Société A.E.P. pour un supplément de travaux sur pompe de relevage local traitement d'eau

Société ELISATH pour le contrat de maintenance

Société POSEIDON pour la maintenance annuelle des deux bassins intérieurs équipés d'un système d'aide à la prévention des noyades

Société SOLAREO pour une étude de faisabilité « énergie solaire »

De travaux de maçonnerie et de ravalement sur le territoire de la Commune

Société BEST pour l'étude de création d'un escalier de secours

Société SERVICE CATULIENNE BATIMENT INDUSTRIEL pour des travaux de maçonnerie au Domaine de La Falaise

Société BEST pour des travaux d'étude béton pour campanile

Société SAVERBAT pour une réalisation en montage brique à brique à l'Hôtel de ville

De nettoyage de la vitrerie inaccessible de la Médiathèque

Société TRAPEZE pour le nettoyage des vitres inaccessibles

Société TPGH pour le nettoyage des vitreries extérieures

De maintenance et d'entretien de la médiathèque

Société THOP THERMIQUE pour l'entretien et le dépannage des chaudières

Société d'APPLICATION et D'INGENIERIE INDUSTRIELLE ET INFORMATIQUE pour la maintenance des onduleurs

De maintenance de la GTC du Palais des sports

Société SIEMENS pour la maintenance de la GTC

*Mme CECCALDI – Je souhaite répondre aux questions posées au dernier Conseil.*

*A M. VAZIA, concernant Mme SEKI, la somme de 91.397 € correspondant à l'intégralité de l'indemnité de dépossession est sous consigne à la Caisse des Dépôts. Dès que l'acte notarié sera signé, Mme SEKI pourra encaisser cette somme.*

*Concernant Tir Groupé – ils sont situés au 70 rue des Bas Rogers – le passage des glycines est au 52, l'aménagement de ce passage ne peut pas influencer sur cette résidence.*

*Tir groupé est votre voisin, c'est certainement plus embêtant pour vous que pour nous. Pour le reste, depuis le jugement, la Société Tir Groupé paye ses redevances, mais n'a toujours pas démoli le mur construit sans*



autorisation. Nous allons donc saisir le Tribunal de façon à faire en sorte que ce mur soit détruit. Votre intervention aura été utile.

Pour répondre à M. Grébert, la commission de la culture, qui donne son avis pour tout achat d'œuvre d'art, est composée de 8 personnes : un photographe, un artiste peintre, un musicien, le responsable de l'artothèque, le responsable des expositions, le DGA à la culture et l'élu chargé du secteur.

S'agissant du bilan de l'intercommunalité, il doit être adopté par le Conseil communautaire avant le 30 septembre et sera ensuite communiqué aux conseils municipaux des deux villes qui composent « Seine Défense ».

M. VAZIA – Je vous remercie d'avoir retraduit intégralement nos interventions, c'est la première fois, me semble-t-il que c'est aussi intégralement. Nous allons voter pour ce procès-verbal.

M. GREBERT – Comme M. Vazia, on doit vous remercier, effectivement, mieux vaut tard que jamais, au bout de 4 ans – 4 ans et demi – vous répondez à notre demande, c'est-à-dire rendre compte dans le procès-verbal de nos débats en séance.

Les interventions des élus sont enfin retranscrites, on y voit d'ailleurs que c'est essentiellement l'opposition qui s'exprime dans cette enceinte et le Maire bien sûr. Et même s'il y a quelques modifications apportées à vos propos, sans doute pour que la retranscription soit la plus lisible possible, nous voulons saluer votre bonne volonté et nous ne voterons pas contre ce procès-verbal, nous nous contenterons donc pour notre part de nous abstenir. A l'avenir, nous serons bien évidemment attentifs à l'exactitude des propos retranscrits, le procès-verbal n'a de sens que s'il est exact bien évidemment

#### Départ de Mme FEDON-TRESTOURNEL

Rapporteur – Mme CHAVRIER

▪ N° 5 – Le Conseil Municipal en date du 7 Juillet 2011 s'étant prononcé sur le principe de la gestion déléguée du service public des crèches des Roses et Oasis, un appel public à candidatures a été lancé. Le Conseil par **36 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. FRANCHI, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, Mlle MOZZICONACCI, Mme ABKARI qui a donné mandat à Mme AMSELLEM, M. BALLEZ qui a donné mandat à M. DUEZ, Mme GIRARD qui a donné mandat à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE qui a donné mandat à M. FRANCHI, M. CAUMONT qui a donné mandat à Mme MADRID, M. REIN qui a donné mandat à M. GRAZIANI, Mme MARTIN qui a donné mandat à M. DESCROIX, M. MARCHIONI qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme FEDON-TRESTOURNEL qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **6 voix contre** (M. GREBERT, Mme JEANNE, M. VAZIA, Mme CANCELLONI qui a donné mandat à M. GREBERT, M. CHAURIAL qui a donné mandat à Mme JEANNE, Mme HARDY qui a donné mandat à M. VAZIA) **approuve** le choix du Maire de retenir comme **délégataire** la Société Le Groupe La Maison bleue **pour l'exploitation de la crèche des Roses et de la crèche de l'Oasis**. Adopte le contrat de délégation du service public qui prendra effet à compter de l'ouverture de ces deux crèches, au 3 Septembre 2012, pour une durée de cinq ans. **Autorise** le Maire à signer ledit contrat.

Mme CECCALDI – Quelques mots, sur les crèches. Avec ses structures d'accueil, son accueil familial, son RAM, ses jardins d'enfants ainsi qu'un partenariat avec un certain nombre de crèches privées, la Ville de Puteaux répond à la grande majorité des demandes, mais nous ne pouvons plus exploiter au mieux, faute de personnel. En effet, pour faire fonctionner une crèche en toute sécurité, la loi impose un quota minimum de personnel diplômé par établissement. Malgré nos efforts, à Puteaux, comme d'ailleurs dans la plupart des communes de la petite couronne, nous sommes confrontés à un problème de pénurie de personnel de crèche. Le recrutement est difficile parce que, la plupart des formations sont coûteuses parce qu'elles ne sont accessibles que sur concours, et que de surcroît le nombre de places dans les écoles est limité, de plus, nous subissons la concurrence de Paris qui a un système dérogatoire. C'est pourquoi nous vous avons proposé, lors du conseil municipal du 7 juillet 2011, le principe de la gestion de délégation de service public de la crèche des Roses et de la

crèche de l'Oasis. Aujourd'hui il vous est demandé d'attribuer cette DSP à un délégataire, nous vous proposons le groupe « Maison Bleue ».

J'avais promis au personnel qu'il serait repris, tout le personnel sera repris par la Ville.

J'ai assisté à un Conseil de crèche, celui des Oursons, et j'y ai constaté que la très grande majorité des parents était tout à fait satisfaite des prestations offertes. Il y a eu effectivement des parents inquiets puisqu'une personne a fait courir le bruit qu'on avait oublié un enfant dans une crèche, sauf qu'elle s'est trompée de lieu, cela s'est produit à Courbevoie, il n'y avait pas eu de créer une émotion, basée sur un mensonge.

Lors de cette réunion, j'ai trouvé dommageable que l'on jette le discrédit sur le travail et l'investissement de toute une équipe. Heureusement, les parents font preuve de discernement et de reconnaissance, ils trouvent que les enfants sont heureux dans cette structure. La direction a renouvelé sa volonté de transparence, de communication avec tous. Plusieurs parents nous ont dit que s'ils n'avaient pas confiance, ils auraient retiré leur enfant, ce qui n'est pas. Et j'ai pu constater la qualité de l'équipe.

M. Grébert s'est élevé sur un manque de dialogue et de concertation sur ce sujet. Je voulais vous rappeler que vous avez brillé, non seulement vous mais également M. Lelièvre, par votre absence lors des commissions consultatives des services publics locaux. Vous n'étiez pas là non plus à la commission d'ouverture des plis, ni au rapport d'analyses des offres. On me rétorque souvent, que c'est parce que l'on travaille, mais vous avez des crédits d'heures, donc vous pourriez assister à tout cela. Ensuite, vous vous étonnez qu'aucune autre solution ne soit possible pour pallier aux difficultés de recrutement rencontrées ; en Ile de France, des communes telles qu'Asnières, Boulogne Billancourt, Saint-Cloud ou Neuilly, Chelles, Cergy Pontoise ont délégué la gestion d'un ou plusieurs établissements qui sont spécialisés en la matière. La Ville de Paris a externalisé depuis 2006 quarante crèches et elle est sur le point d'ailleurs d'en externaliser encore.

Sur la remise en question des compétences des entreprises spécialisées dans l'accueil des jeunes enfants, l'opposition, en critiquant sans discernement la gestion de ces entreprises, jette le discrédit à toute une profession qui accueille quotidiennement 20.000 enfants par jour. Ainsi, selon l'opposition, 20.000 enfants seraient en danger quotidien car confiés à des prestataires privés. Quel manque de discernement, quel manque de responsabilité de la part de cette opposition dont l'objectif est d'angoisser inutilement des parents à des fins politiciennes et dogmatiques. Par ailleurs, par cette posture politicienne, l'opposition est en parfaite contradiction avec son propre choix de 2009 d'approuver l'acquisition de berceaux auprès de Babilou dans une structure entièrement privée et de critiquer aujourd'hui, M. Grébert, la mise en place d'une D.S.P. dont la gestion s'opère sous le contrôle de la Ville et je rappelle quand même que ces entreprises sont soumises aux mêmes réglementations et contrôles que ceux appliqués dans les crèches régies par la municipalité.

M. GREBERT – Je vois que maintenant, comme il y a un P.V. retranscrit, vous avez des notes, c'est bien. Ça sera rédigé tout de suite, il n'y aura plus qu'à faire un copié collé.

Ce qu'il y a d'agaçant, Mme le Maire, c'est qu'il y a toujours des attaques personnelles, systématiquement, vous attaquez les élus, de la manière dont ils travaillent, etc. Vous, vous êtes indemnisée pour ce que vous faites, vous avez un mandat de maire, les élus de l'opposition, eux, ne sont pas indemnisés.

Mme CECCALDI – Les élus conseillers municipaux de la majorité non plus.

M. GREBERT – C'est votre travail, vous êtes indemnisée et d'assumer les choix, les décisions et les résultats de cette politique. Je suis salarié, la journée je travaille ... Mesdames, Messieurs, ne vous sentez pas visés, je ne parle pas de vous. Je parle des élus de l'opposition et d'autre part je parle au Maire, donc laissez-moi intervenir en direction du maire. Si vous avez envie de parler, demandez la parole et vous serez dans le P.V. et ce sera très intéressant de vous entendre parler pour la première fois à ce conseil municipal. D'habitude, on ne vous entend pas. Donc effectivement, je viens de recevoir une convocation pour la commission d'ouverture des plis de la D.S.P., mardi prochain 17 H. C'est vrai que tout salarié est libre à 17 H Madame le Maire !! Quant au reste, ce sont des attaques personnelles et des détails qui ne cherchent qu'à mettre un rideau de fumée sur la réalité des dossiers.

Alors entrons dans ce dossier de D.S.P. pour les crèches des Roses et Oasis. La majorité municipale, la vôtre, vous êtes responsable des choix portés par cette majorité. En 2009, vous avez confié le fonctionnement de la

crèche des oursons à une société privée – people and Baby – qui exploite depuis Septembre 2010. Le groupe Alternance Puteaux, à l'époque, avait voté contre sur cette décision, qui selon nous, n'avait qu'un but : faire des économies sur le personnel et sur les enfants, indirectement, alors que s'il y a un domaine où la richesse de notre ville doit être utilisée à fond (on en reparlera à la fin de ce Conseil avec les observations de la CRC) c'est bien celui de la petite enfance. En 2011, la commune annonce la privatisation de deux crèches communales – Oasis et des Roses. Des parents, à ce moment-là, alertent l'opposition, ils dénoncent à la fois la prise d'otages des parents et du personnel et l'absence d'informations sur le fond du projet. Nous lançons un appel à la concertation à l'époque. J'espère que celui-ci a été entendu et qu'un dialogue s'est engagé entre la direction de la petite enfance et les parents ; en tout cas nous, nous n'y avons pas été associés. Aujourd'hui vous nous demandez d'approuver l'attribution à la Société Maison bleue de l'exploitation de ces deux crèches. Dans son rapport de présentation, la Municipalité affirme que la gestion déléguée privée de la crèche, depuis deux ans, a montré des bénéfices de ce type de gestion, le niveau des prestations offertes par le délégataire pour un coût identique pour les parents et similaire à celui proposé par les crèches en régie directe. Les enfants bénéficient du même niveau d'encadrement pédagogique – je cite le rapport – les parents sont totalement satisfaits des prestations proposées à la crèche des oursons. L'enquête de satisfaction annuelle atteste de la qualité du service offert : 84% des parents sont très satisfaits – 16% simplement satisfaits – 0% d'insatisfaction – du jamais vu dans aucune entreprise ou administration. C'est très bien mais c'est quand même un peu étrange. En tout cas, nous, nous remettons en cause ce bilan flatteur. Un collectif de parents s'est effectivement constitué, vous les avez reçus, en tout cas une partie d'entre eux j'imagine, à la crèche des Oursons, pour dénoncer une série de défaillances de fonctionnement de la crèche privée : restauration, insuffisance de jeux pour les enfants et activités réduites, principales causes de problèmes pour ces parents, un personnel insuffisant lié à des absences non remplacées, des mutations fréquentes, les enfants sont déstabilisés par ce turnover permanent, se plaignent-ils. Un incident plus grave s'est produit effectivement, il y a deux mois, vous n'en parlez pas : la distribution de fromages périmés à plusieurs enfants de la section des grands. Comme nous l'affirmions dans une tribune de Puteaux Infos en 2010, la privatisation des crèches ne profite pas aux enfants. La Commune aurait du mal à recruter du personnel peu motivé par les grilles de rémunération, le caractère très fatigant des postes à occuper, mais confier cela à des entreprises qui ont pour vocation de dégager des bénéfices, n'est-ce pas justement prendre le risque d'accroître cet effet et de diminuer la qualité du service rendu. La logique du prestataire et son intérêt bien compris sera d'augmenter la rotation des enfants et diminuer les frais de personnel, de reproduire en quelque sorte ce que l'on voit dans toutes les crèches privées : de la tension, du bruit et une extrême frustration. On peut déléguer tout ce qu'on veut dans une ville qui ne peut pas tout faire, mais une D.S.P. pour les lieux d'accueil des enfants est peut-être une fausse bonne idée, à introduire de la rentabilité à court terme.

Au Conseil Municipal du 25 Juin 2010, lors duquel l'exploitation de la crèche des Oursons a été attribuée à la Société People and Baby, je déclarais : nous votons contre cette DSP parce que nous sommes certains qu'elle ne se fait pas dans l'intérêt des familles mais dans un souci financier. J'en veux pour preuve le rapport qui nous a été présenté. People and Baby l'emportait face à Crèche Attitude, fournisseur qui se présentait à ce marché, grâce à une différence de points sur l'intérêt financier – 40/40 – 33/40 pour l'autre offre, alors que Crèche attitude faisait une offre supérieure sur la qualité des services – 27/30 contre 20/30 pour People Baby, c'est bien l'élément financier par rapport à la qualité de service qui a été préféré dans l'attribution de cette DSP. Trois sociétés sont arrivées en finale devant la commission de DSP : la Maison bleue, les petits chaperons rouges et People and Baby ; il apparaît une nouvelle fois que c'est d'abord sur le critère financier que le prestataire gagnant a été préféré aux deux autres – 40/40 contre 24,5/30 pour les critères techniques et 27/30 pour les services proposés, c'est très bon. La différence de points se joue sur l'aspect financier, un concurrent meilleur sur la qualité de service mais moins bon sur le prix a été éliminé. Le contrat de DSP qui nous a été présenté – 226 pages d'engagements de cette société privée – c'est un contrat qui doit être respecté. Assurez-vous pour les enfants que tous les engagements pris par cette société seront respectés. Nous ne sommes pas opposés par principe aux crèches privées et ce n'est pas du tout notre logique de vote. Nous avons d'ailleurs voté, vous l'avez dit, les différents dossiers avec Babilou, il s'agissait d'un autre cas, d'une location de berceaux, pas de confier un bâtiment de la Ville à une société privée extérieure. Il y a une souplesse dans l'offre de Babilou qui permet de palier à une demande soudaine, qui n'est pas l'objectif de la construction d'une crèche qui est un investissement sur 20 – 30 ans. L'expérience aujourd'hui de la crèche privée des Oursons et vos déclarations niant tous

problèmes et émettant un seul son de voix, celui de « nous avons confiance dans le prestataire » nous le montre. Les événements de la crèche des Oursons sont pour moi une démonstration de l'exactitude de ce que nous disions depuis 3 ans. Ce soir, nous voterons contre ce dossier, sur la confirmation de ce que nous pensions.

Mme CECCALDI – Plusieurs choses ... d'abord je vois que vous avez préparé votre intervention ... ensuite, M. Grébert, si vous pouviez assister aux réunions diverses et variées, car je l'ai dit, on peut vous rembourser vos crédits d'heures. Pas la peine de s'élever sur le fait de qui est payé, pas payé : dans pratiquement tous les conseils municipaux de France, le Maire et les adjoints sont rémunérés, les conseillers municipaux ne le sont pas. En ce qui concerne le fond du problème, il n'y a pas d'économies faites sur le dos des enfants nous y reviendrons. Pour ce qui est du personnel on s'est engagés à le reprendre dans sa totalité, la Mairie réaffectera le personnel dans les différentes crèches de la Ville.

Je n'ai pas reçu, comme vous l'avez dit un collectif de parents, j'ai reçu tous les parents de la crèche.

La « fausse bonne idée » dont vous parliez tout à l'heure, elle a été appliquée par de nombreuses villes dont la ville de Paris. Je laisserai dans un instant la parole à Mme Kherchouch, responsable des marchés, elle vous expliquera comment les notations ont été réalisées. La C.R.C., en regardant tout ce que nous avons fait, nous a félicités. Vous parlez des moyens de contrôle, j'ai proposé à toutes les personnes qui étaient là, qu'il y ait, comme dans les écoles, et ce sera unique, des conseils de crèches. J'irai assister moi-même à ces conseils, que ce soit dans les crèches publiques comme dans les crèches privées pour voir si tout fonctionne bien, si le cahier des charges est respecté. Je voudrais vous signaler que dans le collectif de la crèche des Oursons, une personne a enlevé son enfant de la crèche, non pas parce que ça ne marche pas, mais elle l'avait dit depuis longtemps puisqu'elle déménageait en dehors de Puteaux, je ne vois pas où est l'émotion.

Qu'on me dise l'enfant n'a pas fait d'anglais, les enfants ne préparent pas l'ENA. Cela ne m'émeut pas. Par contre, ce qui m'a émue au plus haut point, et c'est pour cela que je me suis déplacée, c'est qu'en regardant la liste des reproches, il y avait le fait qu'un enfant avait été oublié dans la crèche, et cela, je n'aurais sûrement pas pu l'accepter et nous avons pu constater, en posant les questions, que c'était un élément faux, ce qui est très grave, de faire courir des rumeurs sur des faits totalement inexistantes. Donc nous veillerons au respect, scrupuleusement, du cahier des charges comme d'ailleurs cela a toujours été le cas et on sanctionnera, chaque fois qu'il y aura dysfonctionnement.

Je vais laisser la parole à Mme Kherchouch, responsable de la commande publique, pour vous expliquer comment nous réalisons cette notation.

Mme KHERCHOUCH – Sur le rapport d'analyses, il faut simplement noter que la différence de prix des deux candidats était infime, de l'ordre de 0,02 %, ce qui fait au final ½ point sur la notation financière. Sur l'aspect technique, je rappelle que la valeur technique dans sa globalité était notée sur 60%, c'était le critère majoritaire et principal de l'analyse, l'intérêt financier de la proposition n'était qu'à 40%, donc on a effectivement privilégié la valeur technique et la qualité de service et sur ces deux aspects, la différence entre Maison Bleue et People and Baby était d'un ½ point – il y en avait un qui avait 1 point de plus sur la valeur technique et l'autre ½ point de plus sur la qualité de service. Ça s'est joué à ½ point. Les offres étaient relativement proches. Lors des auditions, Maison bleue nous a séduits par la présentation qu'elle nous a faite de son projet éducatif, ça s'est joué au niveau des auditions et des négociations avec les candidats, notamment l'offre de Maison bleue, c'est la variante 1 qui a été retenue, qui proposait 30% de produits bio pour les enfants. People and Baby proposait une ouverture supplémentaire d'une semaine sur l'année, ce qui nous a paru être difficilement tenable. C'est pour cela que sa proposition a été classée deuxième et que l'offre de Maison bleue est arrivée première.

M. GREBERT – J'ai 40/100 pour le critère financier. 30/100 pour le critère technique. 30/30 pour la qualité de service ... j'ai d'autres chiffres ... c'est donc bien le caractère financier qui prime.

Mme CECCALDI – Le problème, c'est que ce monsieur ne vient jamais aux commissions, donc il n'y comprend rien, s'il venait davantage il comprendrait mieux comment sont faits les calculs. On critique mais on n'est jamais présent.

Mme JEANNE – Je reviendrai simplement sur le principe de la D.S.P., vous savez que nous sommes plutôt par principe opposés aux D.S.P. notamment pour la petite enfance. On n'a jamais compris comment un opérateur privé pouvait faire mieux d'une municipalité dans ce domaine, et ce qui nous a le plus alertés, ce n'est pas les incidents signalés ici ou là, c'est une phrase du rapport de la C.R.C. qui conseille à la ville d'effectuer un suivi du délégataire. Ça signale en creux que jusqu'à présent ce suivi était insuffisant. Cette fois-ci encore, nous voterons contre cette D.S.P.

Mme CECCALDI – Mme Jeanne, qui a voté les D.S.P. ? et bien figurez vous que c'est Léon Blum et il n'est pas particulièrement de droite ! pourquoi on passe en D.S.P., je l'ai expliqué X fois, c'est parce que nous n'avons pas le personnel. Nous avons été obligés de fermer une section de bébés faute de personnel et quand les gens parlent de turnover de la crèche des Oursons, il faut signaler qu'il y a toujours du personnel et du personnel qualifié et cela est un plus.

Rapporteur – M. LOTTEAU

▪ **N° 6** – Au regard des rapports annuels du cinéma « Le Central », il s'avère que le bilan n'est pas à la hauteur des objectifs prévus. Il apparaît que la gestion en régie directe permettrait à la Ville d'optimiser la gestion de ce service, notamment par une meilleure complémentarité entre les différents équipements culturels de la Ville, et d'améliorer la programmation par la diffusion plus systématique des films à succès. En conséquence, le Conseil par **36 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. FRANCHI, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, M. MOZZICONACCI, Mme ABKARI qui a donné mandat à Mme AMSELLEM, M. BALLET qui a donné mandat à M. DUEZ, Mme GIRARD qui a donné mandat à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE qui a donné mandat à M. FRANCHI, M. CAUMONT qui a donné mandat à Mme MADRID, M. REIN qui a donné mandat à M. GRAZIANI, Mme MARTIN qui a donné mandat à M. DESCROIX, M. MARCHIONI qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme FEDON-TRESTOURNEL qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **6 abstentions** (M. GREBERT, Mme JEANNE, M. VAZIA, Mme CANCELLONI qui a donné mandat à M. GREBERT, M. CHAURIAL qui a donné mandat à Mme JEANNE, Mme HARDY qui a donné mandat à M. VAZIA) **autorise le Maire à résilier la délégation de service public portant sur l'exploitation du complexe cinématographique de l'îlot Montaigne pour motif d'intérêt général, à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 2012. Autorise la reprise en régie directe de la gestion du cinéma « Le Central » par la Ville de Puteaux.**

M. GREBERT – Sur ce dossier, je ne comprends pas votre position soudaine. En Février 2009 le Cinéma Le Central installé au Palais de la Médiathèque ouvrait ses portes. C'était le retour d'un cinéma dans une ville qui n'en avait plus depuis les années 70, à part ceux de La Défense. Vous en aviez confié alors l'exploitation, et c'est assez logique, à une société spécialisée dans l'exploitation de salles avec un contrat d'affermage de 8 ans. Le bilan de la 1<sup>re</sup> année d'activité transmis aux élus en Décembre 2010 montrait effectivement la difficulté à remplir un cinéma dans une commune et la politique volontariste que cela devrait impliquer. Le Central avait attiré la 1<sup>re</sup> année 35.000 spectateurs, 45.000 en 2010. Pour compenser cette fréquentation réduite, la Ville a versé chaque année à l'exploitant 160.000 € de subvention, conformément au contrat passé, alors que durant toute cette période vous défendiez ce projet, exprimiez votre entière satisfaction, voilà que soudainement rien de va bien. Vos critiques sont nombreuses dans le rapport qui nous est soumis. Les recettes sont inférieures aux prévisions. Elles étaient peut-être un peu trop optimistes. Le programme manquerait de dynamisme. On a vu quand même plusieurs festivals organisés et les films à succès sont programmés avec retard. Vous décidez donc de résilier à l'amiable cette convention et de reprendre ce cinéma en régie directe ; mais ferons nous mieux en terme de programmation qu'un professionnel ? vous qui expliquiez il y a quatre ans que ce cinéma permettrait de se démarquer dans la programmation, justement, des grands exploitants du type UGC installés à La Défense, nous découvrons ce soir que vous allez confier la programmation de nos salles à UGC qui a tout fait pendant quatre ans pour empêcher nos cinémas d'avoir ces fameux films en première sortie nationale, car c'est une chose connue, ça se passe comme ça dans toutes les communes où UGC est présent. Les tribunaux ont plusieurs fois tranché. U.G.C. se bat partout pour éliminer les cinémas de quartiers dans les zones où sont installés ses propres multiplex. Croyez-vous donc qu'U.G.C. aidera véritablement notre cinéma à vivre et à se développer alors qu'il y

a les 4 Temps à côté. U.G.C. dites-vous proposera un large choix de films adapté à la Ville de Puteaux, il faudra qu'on nous explique ce que c'est ! Autre question, la rupture à l'amiable du contrat de 8 ans au bout de 4 ans avec la Société exploitante veut dire, je suppose, indemnisation. Combien va devoir payer la Commune à cette Société pour rupture de contrat ? autre question, nous reprenons le personnel du cinéma, combien de personnes ça représente et à quelles conditions contractuelles nous les reprenons ? enfin quelle dépense, quel budget prévisionnel, je sais que c'est un peu difficile, la C.R.C. le souligne, quel budget sera consacré à ce cinéma en régie directe. Quel objectif chiffré de fréquentation, évidemment si vous avez fait des prévisions

M. VAZIA – Nous reprenons en régie une délégation, voilà bien une décision étrange, sans doute liée à la fameuse désormais culture administrative de la Ville dont parlent les magistrats financiers, car la spécificité d'exploitation d'un cinéma n'est pas de la compétence d'une mairie. Ce n'est en principe pas son savoir-faire contrairement en général aux crèches. Donc suite à cette reprise, nous avons plusieurs interrogations dont vous voudrez bien nous apporter une réponse, on n'en doute pas. Est-ce qu'il y aura des animations comme à l'heure actuelle, y aura-t-il des programmations Art et essais, des programmations d'indépendants. Pouvez-vous nous dire quel intérêt disposer d'un second cinéma UGC sachant qu'à priori il n'est pas possible d'avoir deux copies d'un même film sur la même commune. Nous n'aurons donc pas les mêmes films que le cinéma de la Défense. Ce cinéma était apprécié des puteoliens, en attestent les 45.000 entrées par an et vous reprochez le niveau de recettes inférieur au compte d'exploitation prévisionnel, or connaissez-vous Madame, le nombre en moyenne de fréquentation d'une salle de cinéma en France. Elle est de l'ordre de 30.000. Alors nous sommes à 45.000, c'est-à-dire avec 2 écrans, un peu en dessous de la moyenne nationale, mais en 3 ans, ce n'est pas si mal. Alors notre commune a 45.000 habitants, donc 45.000 entrées, à peu près, ce n'est pas si mal pour un cinéma de quartier d'une petite commune avec un concurrent à côté comme UGC à La Défense. Et d'ailleurs, je me demande ce que vient faire U.G.C., mastodonte de la distribution, qui a depuis 3 ans contrarié la programmation du Central, vous le savez bien, ne permettant pas de diffuser les films que souhaitait diffuser le Central. Enfin, quel était l'objectif de la Ville en donnant cette DSP il y a 3 ans et quel motif nous permet aujourd'hui de rompre par anticipation cette DSP avec les indemnités qui vont sans doute suivre, car je ne vois, dans votre rapport, aucun motif qui nous autorise à mettre fin à cette délégation aussi brutalement.

Mlle MOZZICONACCI – J'ai quelques compléments d'informations à vous demander sur la synthèse que vous avez bien voulu nous transmettre. Tout d'abord, effectivement, il n'est pas question dans votre synthèse, de la labellisation Art et essais. Le Cinéma Le Central l'a à l'heure actuelle dans la catégorie Jeune Public. Donc je souhaite savoir quelle politique d'éducation à l'image la Ville a l'intention de mener. Représenterez-vous en septembre prochain la demande de labellisation Art et essais et si oui dans quelle catégorie ? relativement à l'appel d'offres du contrat de programmation, quelles ont été l'ensemble des sociétés qui ont postulé ? et enfin eu égard à la présence des multiplex UGC à La Défense, quelle stratégie de différenciation dans la programmation comptez-vous établir ?

Mme CECCALDI – Tout d'abord j'ai cru à ce projet. Il était intéressant d'avoir une famille dont les grands parents avaient exploité Le Central auparavant. Nous avons effectivement fait des contrôles et nous nous sommes aperçus que les recettes stagnaient et que les dépenses étaient de 160.000€, le montant de la subvention, ce qui est important. En ce qui concerne la question de l'indemnité, il y aura aucune indemnisation puisqu'il n'y a pas eu de bénéfice et que les investissements ont été très faibles.

En ce qui concerne les salariés, bien sûr que nous les reprendrons en application de l'article L.122.12 du code du travail. On reprend les clauses substantielles de leur contrat, c'est-à-dire salaire, temps de travail, missions, comme la loi le prévoit. Même contrat que celui qu'ils avaient avant.

Nous allons reprendre le lieu et l'exploiter en direct. UGC n'aurait pas été intéressé lors de notre DSP aujourd'hui ils ont une autre vision des choses et nous pourrions avoir les films dès leur sortie. En ce qui concerne la labellisation art et essai, notre dossier est à l'étude au CNC. Pour ce qui est des questions financières, on demandera un pourcentage sur le chiffre d'affaires. En ce qui concerne la politique d'éducation à l'image, nous travaillons beaucoup au niveau des écoles et des collèges, un exemple le fameux « ciné goûter » qui a beaucoup de succès.

Concernant vos questions, je vous informe que deux entreprises spécialisées, CINEODE et UGC, ont postulé au marché relatif aux prestations de programmation des salles de cinéma de la Ville et souhaite vous citer quelques passages importants du mémoire technique du prestataire retenu, UGC : « la programmation du cinéma Le Central se fera en parfaite synergie avec les 16 salles d'UGC Ciné Cité La Défense, tous deux situés sur la commune de Puteaux. La complémentarité de ces cinémas sera optimisée dans la mesure où une seule et même entité assurera la programmation [...] la programmation du cinéma Le Central accueillera le plus large choix de films en version originale principalement [...] de plus, afin d'optimiser les logiques de complémentarité et d'élargir le choix des films à disposition des habitants de Puteaux, les films prévus en programmation au Central seront annoncés à l'UGC Ciné Cité La Défense [...] Par ailleurs, et en conformité avec les règles de non-concurrence entre secteur public/privé sur une même commune, nous nous efforcerons à ce que Le Central ait accès à tous les films dans des délais plus rapides qu'auparavant ».

Sortie de M. BATISTA

Rapporteur – Mme PALAT

- N° 7 – Deux distributeurs de boissons chaudes et fraîches vont être mis à la disposition du public sur les marchés forains. Le Conseil à l'unanimité, adopte le projet d'avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public conclue avec la Société D8 pour la mise à disposition de ces distributeurs de boissons. Autorise le Maire à signer ledit avenant et à le notifier à la Société D8.

Rapporteur – M. BERNASCONI

- N° 8 – Afin d'inscrire la sortie piétonne actuelle du parking de la Vieille Eglise en continuité avec la façade existante de la résidence, il convient de modifier l'accès du parking. Le Conseil à l'unanimité, autorise le Maire à déposer et mettre en œuvre une demande de déclaration préalable relative à la modification de l'accès parking de la résidence de la vieille église et uniquement pour la partie « domaine public ».

Sortie de Mme WAKIM

Rapporteur – M. BERNASCONI

- N° 9 – La Ville est propriétaire d'un pavillon – 10 chemin de la compagnie des eaux – vétuste et libre de toute occupation. Le Conseil à l'unanimité, autorise le Maire à déposer et mettre en œuvre la demande de permis de démolir pour le pavillon situé 10 chemin de la Compagnie des eaux.

Sortie de M. GREBERT

Rapporteur – M. BERNASCONI

- N° 10 – La Ville souhaite construire un parking public en souterrain de trois parcelles situées 8-10-10 bis rue Victor Hugo. Le Conseil à l'unanimité, autorise le Maire à acquérir un volume en tréfonds d'une parcelle cadastrée V n°186 appartenant à l'OPH, à signer tous les actes relatifs à cette affaire, à conduire les études et à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme.

Sortie de Mme JEANNE

Rapporteur – M. BERNASCONI

- N° 11 – La Ville dispose de dix emplacements de stationnement – 1 boulevard Richard Wallace qu'elle souhaite mettre en location. Le Conseil à l'unanimité, décide de louer les emplacements de stationnement situés au parking de l'hôpital – 1 boulevard Richard Wallace à Puteaux – dont le tarif sera de 60€ mensuel.

Retour M. GREBERT

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N° 12** – Pour valoriser les collections de la bibliothèque de l'école élémentaire Benoît Malon et de la grande médiathèque, il convient de procéder à la désaffectation de nombreux ouvrages. Le Conseil à l'unanimité, décide la désaffectation d'ouvrages de la bibliothèque Benoît Malon et de la Grande Médiathèque, lesquels seront détruits en cas d'ouvrages en mauvais état physique ou dont le contenu est obsolète, mais proposés à la vente, au prix d'un euro, pour les ouvrages encore en bon état.

Retour de Mme WAKIM

Rapporteur – Mme PALAT

- **N° 13** - Le Conseil par **38 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. FRANCHI, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, M. VAZIA, Mlle MOZZICONACCI, Mme ABKARI qui a donné mandat à Mme AMSELLEM, M. BALLET qui a donné mandat à M. DUEZ, Mme GIRARD qui a donné mandat à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE qui a donné mandat à M. FRANCHI, M. CAUMONT qui a donné mandat à Mme MADRID, M. REIN qui a donné mandat à M. GRAZIANI, Mme MARTIN qui a donné mandat à M. DESCROIX, M. MARCHIONI qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme FEDON-TRESTOURNEL qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **2 abstentions** (M. GREBERT, Mme CANCELLONI qui a donné mandat à M. GREBERT) **adopte les modalités d'utilisation des véhicules municipaux** à l'occasion des déplacements, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux dotés d'une délégation de fonction :

. en tant que de besoin, un véhicule municipal adapté pourra être mis à la disposition du Maire, des Maires adjoints et des conseillers municipaux de Puteaux exerçant une délégation pour tout déplacement nécessité par l'exercice de leurs fonctions

. en tant que de besoin, ce véhicule pourra être conduit par tout agent des services techniques, titulaire du permis de conduire correspondant

. les véhicules municipaux, dont les conditions d'utilisation, le coût de fonctionnement ou le caractère polluant, ne correspondent plus aux besoins de la commune, seront mis en réforme et vendus aux enchères publiques par l'intermédiaire d'un commissaire-priseur spécialisé.

*Mme CECCALDI – J'ai souhaité que cette question soit à l'ordre du jour, même si ces modalités sont facultatives puisqu'une réponse ministérielle du 27 Septembre 2007 a précisé que rien ne s'oppose à ce que l'exécutif local fasse usage d'un véhicule de service dont la collectivité se serait dotée, conduit par eux-mêmes ou par un chauffeur, sous réserve que cela soit strictement justifié pour l'exercice des fonctions communales.*

*M. GREBERT – Justement, Madame le Maire, il faudrait aller au bout puisque vous mettez cette question à l'ordre du jour. En ces temps de crise et de rigueur budgétaire, on demande beaucoup d'efforts aux contribuables, il est donc normal qu'ils soient en retour attentifs à l'utilisation de leurs impôts. Le texte qui nous est soumis dit la chose suivante – en tant que de besoin, un véhicules municipal adapté pourra être mis à la disposition (en tant que de besoin et véhicule adapté ne fixe en réalité aucune règle). Une liste plus ou moins large de l'utilisation envisagée pourrait être précisée, de même qu'une liste des utilisations proscrites. Ainsi, il ne serait pas acceptable qu'un Maire ou un Maire adjoint dispose d'un véhicule avec une carte bancaire pour payer essence et péage, pour partir en week-end ou en vacances ou pour aller faire ses courses ou déposer ses enfants.*



M. GREBERT – Quelles sont les personnes autorisées à utiliser le véhicule. Cette question aurait mérité d'être développée. Nous ne pouvons approuver une règle qui n'est pas exactement définie, c'est pourquoi nous nous abstenons.

Mme CECCALDI – Pouvez-vous me donner la liste des communes qui, comme moi, délibèrent sur ce point en toute transparence.

Retour de Mme JEANNE  
Sortie de M. FRANCHI

▪ **N° 14** – Suite à la concertation qui s'est tenue du 5 Septembre au 8 Octobre 2011 et au registre tenu à la disposition du public ne faisant apparaître aucune observation, le Conseil par **38 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, Mme JEANNE, M. VAZIA, Mlle MOZZICONACCI, Mme ABKARI qui a donné mandat à Mme AMSELLEM, M. BALLEST qui a donné mandat à M. DUEZ, Mme GIRARD qui a donné mandat à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE qui a donné mandat à M. FRANCHI, M. CAUMONT qui a donné mandat à Mme MADRID, M. REIN qui a donné mandat à M. GRAZIANI, Mme MARTIN qui a donné mandat à M. DESCROIX, M. MARCHIONI qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme FEDON-TRESTOURNEL qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON, M. CHAURIAL qui a donné mandat à Mme JEANNE, Mme HARDY qui a donné mandat à M. VAZIA ) **2 abstentions** (M. GREBERT, Mme CANCELLONI qui a donné mandat à M. GREBERT) **adopte le bilan de la concertation préalable à la modification n°2 du dossier de création de la ZAC des Bergères. Approuve**

- le dossier de création modifié n°2
- le programme des équipements publics de la ZAC
- le dossier de réalisation de la ZAC des Bergères

Retour de M. FRANCHI

Rapporteur – M. GAHNASSIA

▪ **N° 15** – Dans le cadre de la phase de commercialisation des îlots du « marché » et des « Moisiaux » de la ZAC des Bergères, le Conseil par **40 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. FRANCHI, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, Mme JEANNE, M. VAZIA, Mlle MOZZICONACCI, Mme ABKARI qui a donné mandat à Mme AMSELLEM, M. BALLEST qui a donné mandat à M. DUEZ, Mme GIRARD qui a donné mandat à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE qui a donné mandat à M. FRANCHI, M. CAUMONT qui a donné mandat à Mme MADRID, M. REIN qui a donné mandat à M. GRAZIANI, Mme MARTIN qui a donné mandat à M. DESCROIX, M. MARCHIONI qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme FEDON-TRESTOURNEL qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON, M. CHAURIAL qui a donné mandat à Mme JEANNE, Mme HARDY qui a donné mandat à M. VAZIA) **2 abstentions** (M. GREBERT, Mme CANCELLONI qui a donné mandat à M. GREBERT) **approuve le cahier des charges de la consultation d'acquéreurs, des îlots du « Marché » et des « Moisiaux » en charge de la réalisation du programme des constructions de la ZAC des Bergères. Autorise le Maire à lancer l'appel à candidatures en vue de la cession des terrains ou droits à construire par tous moyens qu'il jugera utiles, et à signer tous actes et documents afférents à cette affaire. Invite le Maire à solliciter toute subvention qui pourrait être accordée pour l'aménagement de ces deux îlots.**

M. GREBERT – Cette ZAC telle qu'elle nous a été présentée, nous avons voté contre. Cette question nous ne l'approuverons pas bien évidemment. Cette ZAC représente plus de 100 millions d'euros d'équipements réalisés, une école, un gymnase, la couverture de la RN 13, des accès, des rampes, des ascenseurs pour les piétons. La ZAC représente un investissement de 180 millions d'euros avec un bénéfice attendu de 20 millions €, donc pas n'importe quoi. Sur le bilan de cette concertation, je suis un peu étonné de ce que vous écrivez. Vous dites : le registre mis à disposition du public ne comporte aucune observation, c'est malheureusement le cas bien souvent,

mais c'est la conclusion qui est très intéressante – ce projet est très attendu par l'ensemble des Putéoliens, c'est pourquoi il ne figure aucune opposition, le bilan est considéré comme positif. Je crois que vous allez un peu vite, c'est une phrase qui est un peu particulière. Il n'y a pas de remarques inscrites, donc pas d'opposition, donc bilan positif approuvé par tout le monde. Ce n'est pas comme cela que ça se passe.

Mme CECCALDI – M. GREBERT, la réalité est là. Aucune observation sur le registre. Si ce projet tant attendu je le répète ne vous conviendrait pas vous n'aviez qu'à participer à cette consultation.

M. GREBERT – Je vais vous dire, on fait, depuis 2008, dans cette enceinte du Conseil Municipal, des remarques détaillées sur ce projet. Je n'ai pas besoin, moi, de remplir un registre. Tout le monde connaît la position de notre groupe, on les a développées. C'était une concertation du public. Ce qui est choquant, c'est cette phrase. Je fais une remarque sur la rédaction de ce rapport. S'il n'y avait pas d'opposition dans ce Conseil Municipal, la réunion commencerait à 19 H et se terminerait à 19 H 45. Nous nous abstiendrions sur ce dossier.

Mme CECCALDI – Le projet des Bergères est un projet qui me tient à cœur. C'est un projet que la majorité avait promis. Nous avons acquis la plupart du foncier – 100% dans la ZAC ville et 76% dans la ZAC Charcot. A ce jour, les dépenses s'élèvent à 150 millions d'€, il est temps d'obtenir des recettes. Un bilan de ZAC (qui doit être équilibré) sera à mettre en place. Le bilan de la concertation, il fallait vous y rendre. Il n'y a aucune observation, tout simplement parce que les gens sont satisfaits de ce que l'on propose. Le projet vous l'avez sur l'écran et nous l'avons largement diffusé, notamment dans Puteaux infos et sur le site Internet. Nous écoutons les Putéoliens et notamment ceux qui vivent en cet endroit pour réaliser là un très beau éco quartier composé de 20% de logements sociaux, de logements privés, d'une maison de retraite, d'une crèche, d'une école, d'un parking et de nombreux commerces, un véritable lieu de vie.

Mme JEANNE – J'ai consulté le projet. Je voulais avoir une vision un peu plus claire, surtout de l'espace intérieur et de la couverture de la RN 13 et la circulation de l'eau et c'est difficile de l'imaginer, mais à priori, ça a l'air assez séduisant. Dans les parcelles qui nous appartiennent déjà, est mentionnée la parcelle du restaurant « le Capri » et le bâtiment attenant, où il y a toujours l'accueil des chats libre, est-ce que ce petit problème n'est pas encore résolu, le local est toujours bien présent ? la dernière question : le pourcentage de logements sociaux est de 20% et je voulais savoir si les places de la résidence pour personnes âgées venaient en déduction comme ça se fait maintenant apparemment ou si ça n'était pas comptabilisé dans les 20% de logements sociaux.

Mme CECCALDI – Un film passe pour bien vous montrer ce qui va être réalisé. Dans les 20% de logements sociaux, bien sûr, n'est pas comptabilisé tout ce qui correspond à la maison de retraite. En ce qui concerne les chats, quelque chose sera fait. La présidente des chats libres est venue me voir et nous étudions ce qui serait possible.

M. VAZIA – Le film est visible sur le site de la Ville ? Je veux vous féliciter car on avait mis ce projet d'éco quartier dans notre programme 2008 et je suis ravi que quelques mois après, vous ayez repris cette idée puisque c'est en Juin 2008 que vous avez proposé l'éco quartier. C'est bien que vous vous inspiriez ! Vous en avez le droit.

Mme CECCALDI – On se félicite mutuellement, c'est fort bien mais l'éco quartier présenté est le projet de la municipalité.

- N° 16 - La question relative à la « Majoration des droits à construire dans le cadre de la loi n° 2012-376 du 20 mars 2012. Modalités de mise à disposition du public d'une note d'information » est retirée de l'ordre du jour.

Rapporteur – Mme CHAVRIER

- N° 17 - Le Conseil à l'unanimité, maintient :

- l'instauration **du droit de préemption urbain** sur la totalité du territoire communal
- l'instauration **du droit de préemption urbain, élargi aux aliénations** et cessions visées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme

**Confirme** la délégation donnée au Maire, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du C.G.C.T. d'exercer au nom de la Commune le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain dit « renforcé ».

Rapporteur – M. DUEZ

- **N° 18** – La Ville, propriétaire d'un bâtiment au 1-3 rue du 8 Mai 1945, met ces locaux à la disposition du Centre Hospitalier Intercommunal de Courbevoie Neuilly Puteaux afin que cet établissement public hospitalier puisse y exercer sa mission de service public. Le Conseil à **l'unanimité, autorise** le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires au **renouvellement de la convention de mise à disposition de ce bâtiment A au Centre Hospitalier Courbevoie-Neuilly-Puteaux** et la Commune.

Rapporteur – Mme PALAT

- **N° 19** – Compte tenu du succès des deux OPAH précédentes, la Ville souhaite s'engager dans une nouvelle OPAH. Une étude pré opérationnelle a donc été lancée. Le Conseil à **l'unanimité, approuve l'étude pré opérationnelle de la troisième Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat** dite « énergétique ». **Autorise** le Maire :
  - à poursuivre la mise en œuvre de cette OPAH en lançant une procédure de consultation en vue de la désignation de l'équipe chargée du suivi animation
  - à engager, dès à présent, les négociations avec l'Etat et l'ANAH afin d'aboutir à un projet de convention
  - à solliciter les financements auprès de différents partenaires financiers
  - à signer tous actes afférents à cette affaire.

Rapporteur – M. GAHNASSIA

- **N° 20** - Le Conseil à **l'unanimité, décide la cession amiable d'un pavillon**, libre de toute occupation ou location, situé **165 avenue Félix Faure**, à la Société Axel Investissement, au prix de 470.000 € net vendeur. **Autorise** le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à cette cession et à signer tout acte y afférent.

Rapporteur – M. GAHNASSIA

- **N° 21** - Le Conseil à **l'unanimité, accepte la cession amiable d'un terrain**, libre de toute occupation ou location, situé **35 rue Voltaire**, d'une superficie de 1.498 m<sup>2</sup>, au prix de 1.800.000 € HT, plus 305.719,15 € de T.V.A. **Approuve** le remboursement des travaux de démolition par l'acquéreur pour un montant de 387.609 €. Accepte la clause de substitution au profit des Sociétés OSEO et FINAMUR dans le cadre du crédit-bail immobilier.

Rapporteur – Mme PALAT

- **N° 22** - Dans le cadre des travaux d'aménagement du restaurant municipal, la Ville a accordé à l'ensemble des occupants de la Cité Artisanale une exonération d'un mois de loyer. Suite au retard des travaux, l'activité de la Société Eurl Mademoiselle Boudoir n'a pu réellement débuter qu'à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2011. Le Conseil à **l'unanimité, autorise l'exonération d'un trimestre de loyers**, soit 639,78 €, à la Société Eurl Mademoiselle Boudoir – locataire de la **Cité artisanale**.

Rapporteur – Mme AMSELLEM

- **N° 23** - Le Conseil par **38 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. FRANCHI, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, M. GREBERT, Mlle

MOZZICONACCI, Mme ABKARI qui a donné mandat à Mme AMSELLEM, M. BALLET qui a donné mandat à M. DUEZ, Mme GIRARD qui a donné mandat à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE qui a donné mandat à M. FRANCHI, M. CAUMONT qui a donné mandat à Mme MADRID, M. REIN qui a donné mandat à M. GRAZIANI, Mme MARTIN qui a donné mandat à M. DESCROIX, M. MARCHIONI qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme FEDON-TRESTOURNEL qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON, Mme CANCELLONI qui a donné mandat à M. GREBERT) **4 abstentions** (Mme JEANNE, M. VAZIA, M. CHAURIAL qui a donné mandat à Mme JEANNE, Mme HARDY qui a donné mandat à M. VAZIA) **émet un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter** des groupes électrogènes, une installation de stockage de liquide inflammable et un atelier de charge d'accumulateur dans le futur bâtiment « salle des marchés » situé entre les boulevards des Bouvets et Kupka à Puteaux, sous réserve du respect des règlements en vigueur pour assurer la sécurité du futur bâtiment et de ses environs.

Rapporteur – M. DUEZ

- **N° 24** – La Ville a été informée de l'existence d'un bien sans maître situé 87 rue Jean Jaurès. Après enquête menée par les Domaines, il s'avère qu'aucune procédure de succession n'apparaît. Le Conseil à l'unanimité, **décide l'acquisition de plein droit de ce bien** d'une surface de 46,9 m2, déclaré vacant et sans maître. **Autorise** le Maire à faire procéder à la rédaction d'un projet d'acte authentique.

Rapporteur – Mme CHAVRIER

- **N° 25** – Afin de rectifier une erreur matérielle lors de la reproduction du dossier de Plan Local d'Urbanisme, le Conseil par **36 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, M. GAHNASSIA, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. FRANCHI, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, Mlle MOZZICONACCI, Mme ABKARI qui a donné mandat à Mme AMSELLEM, M. BALLET qui a donné mandat à M. DUEZ, Mme GIRARD qui a donné mandat à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE qui a donné mandat à M. FRANCHI, M. CAUMONT qui a donné mandat à Mme MADRID, M. REIN qui a donné mandat à M. GRAZIANI, Mme MARTIN qui a donné mandat à M. DESCROIX, M. MARCHIONI qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme FEDON-TRESTOURNEL qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON) **6 abstentions** (M. GREBERT, Mme JEANNE, M. VAZIA, Mme CANCELLONI qui a donné mandat à M. GREBERT, M. CHAURIAL qui a donné mandat à Mme JEANNE, Mme HARDY qui a donné mandat à M. VAZIA) **approuve la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme** relative à la rectification d'une erreur matérielle.

Rapporteur – Mme PALAT

- **N° 26** - La Ville souhaite poursuivre la requalification et la redynamisation de son centre ville afin d'y développer notamment l'attractivité commerciale et la convivialité. Le Conseil à l'unanimité, **approuve le règlement communal pour la seconde tranche de l'opération de rénovation des devantures commerciales**, mise en accessibilité des commerces aux personnes à mobilité réduite et sécurisation des entreprises commerciales, artisanales et de services, dans le cadre du programme d'actions de relance du commerce de proximité, de l'artisanat et des services renforcé par le FISAC. **Autorise** le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires au versement des subventions.

Mme JEANNE – Je voulais savoir l'état des lieux dans ce domaine. Vous parlez de la mise en accessibilité pour 10 commerces et de sécurisation, c'est à venir ? pourriez vous nous dire ce qui a été fait déjà, pour la 1<sup>re</sup> tranche, avez-vous des chiffres ?

Mme CECCALDI – Vous avez sur l'écran des visuels représentant les commerces dont les devantures ont été améliorées.. Pouvez-vous nous donner quelques chiffres, Mme Pionnier ?

Mme PIONNIER (responsable de l'aménagement urbain) – Il y a eu 4 commerces lors de la 1<sup>re</sup> tranche qui ont bénéficié d'aide pour l'accessibilité, 12 pour les devantures, 6 pour la sécurisation des commerces. Nous avons doublé cette année le montant et le nombre de devantures – 12 l'année dernière, nous pensons en avoir 20 cette année.

Rapporteur – M. FRANCHI

▪ **N° 27** – Dans le cadre de la Communauté d’Agglomération Seine-Défense et afin d’harmoniser nos tarifs avec ceux pratiqués à Courbevoie, le Conseil à l’unanimité, **approuve les tarifs**, à compter de la nouvelle saison culturelle 2012-2013 :

**. des places de spectacles au théâtre des Hauts-de-Seine**

	<u>Abonnement</u>	<u>Hors abonnement</u>	
		<u>Plein tarif</u>	<u>Tarif réduit</u>
- Carré Or	-	30,00 €	-
- 1 <sup>ère</sup> catégorie	22,00 €	28,00 €	25,00 €
- 2 <sup>ème</sup> catégorie	18,00 €	23,00 €	19,00 €
- placement libre	22,00 €	24,00 €	
- moins de 12 ans	-	10,00 €	

**. des places de spectacles au Palais de la Culture:**

- tarif unique placement libre	12,00 €
- moins de 12 ans placement libre	10,00 €

**. des places de spectacles « jeune public » au Théâtre des Hauts-de-Seine et au Palais de la culture**

- tarif « jeune public » adulte, placement libre	12,00 €
- tarif « jeune public » enfant moins 12 ans	10,00 €

**. des places de spectacles pour les établissements scolaires dans le cadre d’une sortie encadrée au Palais de la culture et au Théâtre des Hauts-de-Seine**

	<u>Elèves</u>	<u>Accompagnateurs</u>
- établissements Puteaux	gratuit	gratuit
- établissement hors Puteaux	10,00 €	gratuit

**. des places de spectacles pour les adhérents du Conservatoire dans le cadre d’une sortie encadrée et sur des spectacles déterminés en rapport avec leurs activités au Palais de la culture et au Théâtre des Hauts-de-Seine**

	<u>Elèves</u>	<u>Accompagnateurs</u>
- adhérents du Conservatoire	5,00 €	gratuit

**. des places de spectacles dans le cadre d’une opération promotionnelle et d’une détaxe applicable aux professionnels du spectacle**

- tarif promotionnel	50% du plein tarif
----------------------	--------------------

Rapporteur – M. FRANCHI

▪ **N° 28** – Les tarifs des consommations du bar du Théâtre et de la cafétéria du Palais de la culture n’ont pas été réévalués depuis 2009. Le Conseil à l’unanimité, **approuve les tarifs des consommations du bar du Théâtre des Hauts-de-Seine et de la cafétéria du Palais de la Culture**, applicables au 1<sup>er</sup> Septembre 2012 :

- café	1,50 €
- café crème	1,70 €
- thé, tisane	1,60 €
- chocolat	2,00 €
- eau minérale 50 cl	2,00 €

- sodas, coca, Orangina	2,50 €
- Perrier	2,50 €
- sirop à l'eau	2,50 €
- champagne (la coupe)	6,00 €
- bière	3,00 €
- brownie	1,50 €
- biscuits	1,00 €
- pizza, tarte salée, quiche	3,50 €
- croque monsieur	3,50 €
- paquet de chips	1,00 €
- bouchons d'oreilles	0,50 €

Rapporteur – M. GAHNASSIA

▪ **N° 29** – La Ville adhère à différents organismes. Le Conseil à l'unanimité, **autorise le Maire à renouveler l'adhésion aux organismes** suivants et à régler le montant des cotisations :

- au Syndicat mixte « Paris Métropole », pour un montant de 6.782 €
- à l'association Avenio Utilisateurs, pour un montant de 60 €
- à l'association Forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales, pour un montant de 2.140 €
- à l'observatoire Territoria, pour un montant de 1.059,13 €
- à l'association Bruitparif, pour un montant de 1.000 €
- à l'association pour le Développement de la Télédistribution (ADETEL), pour un montant de 123,59 €
- à l'association pour le Développement de l'Information Administrative et Juridique, pour un montant de 30 €

Rapporteur – Mme CHAVRIER

▪ **N° 30** – Dans la cadre de la mise en œuvre des aménagements destinés à assurer aux personnes handicapées ou à mobilité réduite l'accessibilité des voies et espaces publics, les collectivités territoriales ont obligation d'élaborer un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics. Le Conseil à l'unanimité, **transfère la compétence relative à l'élaboration d'un Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics** ainsi que sa mise en œuvre par la Communauté d'Agglomération Seine-Défense.

Rapporteur – Mme CHAVRIER

▪ **N° 31** – Afin de mutualiser l'assistance aux familles sur l'ensemble du territoire des villes de Puteaux et Courbevoie, le Conseil à l'unanimité, **transfère la compétence relative à la création d'un conseil des droits et devoirs des familles à la Communauté d'Agglomération Seine-Défense.**

Rapporteur – Mme CHAVRIER

▪ **N° 32** - Le Conseil à l'unanimité, **approuve la convention de coordination entre les Villes de Puteaux et Courbevoie et les forces de sécurité de La Défense.** Autorise le Maire à signer ladite convention.

Sortie de M. GAHNASSIA

Rapporteur – M. DUEZ

▪ **N° 33** - Le Conseil, **prend acte de la communication de la charte d'éthique et d'évaluation de la vidéo protection municipale.**

M. GREBERT – Une explication de vote – nous allons nous abstenir, non pas que nous sommes contre cette charte d'éthique, elle est très bien. Vous écrivez que sa composition répond aux objectifs d'équilibre d'indépendance et de pluralité, or ce comité ne comprend aucun représentant de l'opposition. Vous avez refusé qu'il y en ait, il n'y a donc pas pluralité. Il faut globalement plus de transparence dans la gestion des affaires municipales de Puteaux, qu'il y ait dans ce type de commission un représentant indépendant, un élu de Puteaux qui n'appartient pas à la majorité, ce serait plus transparent et positif pour tout le monde.

Mme CECCALDI – Le Commissaire et le Procureur sont présents aux réunions et membres du comité. Je voulais dire, en aparté que lorsque la CRC est venue nous voir, il y avait également la sécurité qui a été regardée et aucune observation ne figure dans le document. C'est la preuve que tout fonctionne bien.

M. VAZIA – Une explication de vote, on s'abstiendra également, pour les mêmes raisons. On regrette de ne pas participer à ce comité. En même temps, on trouve ce comité un peu plus tranché que vous ne l'êtes. Ils emploient indépendamment vidéo surveillance ou vidéo protection, ce qui prouve qu'il y a toujours un doute, puisqu'on trouve une dizaine de fois vidéosurveillance dans la charte.

Mme CECCALDI – C'est une communication, on ne vote pas.

Rapporteur – M. FRANCHI

▪ N° 34 – Afin de mettre en place les modalités d'organisation de l'enseignement au sein d'une classe à horaires aménagés musique au Collège Maréchal Leclerc, le Conseil à l'unanimité, **approuve le projet de convention tripartite entre l'Education Nationale, le Conseil Général des Hauts-de-Seine et la Ville. Autorise** le Maire à signer ladite convention.

Rapporteur – M. DUEZ

▪ N° 35 – Afin de satisfaire la demande des patients pour la prise en charge de l'avance de frais lors de consultations au centre médical Françoise Dolto, il paraît souhaitable d'organiser une délégation de paiement avec des regroupements de mutuelles. En conséquence, le Conseil à l'unanimité, **adopte les conventions de tiers payant entre le Centre Médical Françoise Dolto et :**

- l'association Santé pharma (SP santé)
- la Mutualité Fonction Publique (MFP)
- la Société Almerys
- Harmonie Mutuelles

Rapporteur – M. FRANCHI

▪ N° 36 – L'accès aux études surveillées organisées par la Ville, encadrées par des enseignants, nécessite la mise en place de règles concernant l'organisation générale du temps de travail et de la sécurité. En conséquence, le Conseil à l'unanimité, **accepte les termes du règlement intérieur des études surveillées.**

Rapporteur – M. FRANCHI

▪ Le Conseil par **39 voix pour** (Mme CECCALDI-RAYNAUD, Mme CHAVRIER, M. DUEZ, M. LOTTEAU, Mme AMSELLEM, Mme PALAT, M. FRANCHI, M. GRAZIANI, Mme MADRID, M. DESCROIX, Mme LACONTAL, Mme TROPENAT, M. BATISTA, M. CHAMBAULT, Mme SMADJA, M. STURBOIS, M. PERRAULT, M. BERNASCONI, Mme ANDRE, Mme WAKIM, Mme LEBRETON, M. MOREAU-LUCHAIRE, M. CHEVALIER, Mme JEANNE, M. VAZIA, Mlle MOZZICONACCI, Mme ABKARI qui a donné mandat à Mme AMSELLEM, M. BALLETT qui a donné mandat à M. DUEZ, Mme GIRARD qui a donné mandat à Mme CHAVRIER, M. CAVAYE qui a donné mandat à M. FRANCHI, M. CAUMONT qui a donné mandat à Mme MADRID, M. REIN qui a donné mandat à M. GRAZIANI, Mme MARTIN qui a donné mandat à M. DESCROIX, M. MARCHIONI qui a donné mandat à Mme LACONTAL, Mme FEDON-TRESTOURNEL qui a donné mandat à M. PERRAULT, Mme PONS-HOLLANDE qui a donné mandat à M. BERNASCONI, Mme HEURTEUX qui a donné mandat à Mme LEBRETON, M. CHAURIAL qui a donné mandat à Mme JEANNE, Mme HARDY qui a donné mandat à M. VAZIA) **2 abstentions** (M. GREBERT, Mme CANCELLONI qui a donné mandat à M. GREBERT), **autorise le Maire à procéder à l'acquisition :**

- d'une peinture « Passeur de mémoire » réalisée par l'artiste Lyliya Yahi au prix de 1.500 €
- d'une toile acrylique illustrant l'histoire de Puteaux réalisée par l'artiste Pierre Loup au prix de 800 €

Rapporteur – M. FRANCHI

- **N° 38 - Le Conseil à l'unanimité, autorise** la prise en charge sur le budget communal :
  - des frais de déplacement à Opocno (ville jumelée tchèque) d'une délégation de Puteaux qui assistera au vernissage de l'exposition permanente de l'œuvre de Frantisek Kupka
  - des frais de déplacement à Puteaux d'une délégation du district de Pudong (Shanghai) en vue de l'établissement d'un pacte d'amitié entre ces deux villes

Sortie de M. FRANCHI

Rapporteur – M. DUEZ

- **N° 39 - Le Conseil à l'unanimité, attribue une subvention de :**
  - 5.220 € à l'institut Alfred Fournier
  - 15.205 € au C.S.M.P. tennis
  - 400 € à l'association « Rivages »
  - 5.000 € à l'association Paris Circuit Party
  - 5.200 € à l'association Happy Tap

Autorise le Maire à signer avec l'association Happy Tap une convention de mise à disposition de locaux et équipements communaux.

Rapporteur – Mme CHAVRIER

- **N° 40 – La Ville souhaite effectuer divers travaux de réaménagement dans diverses crèches afin d'assurer aux enfants de meilleures qualités d'accueil. Le Conseil à l'unanimité, autorise** le Maire à engager les démarches auprès du Conseil Général des Hauts-de-Seine et de tout organisme pour solliciter les subventions d'investissement pour les travaux de réhabilitation et de rénovation dans les crèches.

Retour de M. GAHNASSIA, M. FRANCHI

Rapporteur – Mme CECCALDI-RAYNAUD

- **N° 41 - Le Conseil prend acte :**
  - des observations définitives formulées par la Chambre Régionale des comptes d'Ile-de-France sur la gestion de la Commune pour les exercices 2005 et suivants
  - des réponses émises par la Ville
  - du débat sur le rapport d'observations définitives.

*M. VAZIA – Le rapport de la CRC est une critique majeure, sérieuse, indiscutable de votre action. Ils disent que la Ville est riche, atypique, mais les magistrats soulignent que la collectivité, je cite, souffre cependant d'un certain déficit de culture administrative et de rigueur dans sa gestion. Nous entendons gabegie et impéritie ...*

*Mme CECCALDI – Non, ils n'ont pas parlé de gabegie, c'est de la digression.*

*M. VAZIA – Nous n'avons pas réalisé les études de besoins, pas d'organisation rationnelle, encore moins d'évaluation de résultats afin de corriger ou de prévoir. Le ton du rapport est diplomatique, mais les critiques précises et fortes. Deux thèmes sont retenus par les magistrats financiers : la gestion des ressources humaines et les actions d'accueil de la petite enfance. La gestion des ressources humaines, c'est une gestion administrative,*



disent-ils, pas une gestion des ressources humaines. Vous ne disposez pas d'un minimum de fiches de postes, bilans de compétences, outils de prévision, jusqu'à l'organigramme qui a dû être modifié durant la mission des magistrats. Le défilé de personnes sous contrat dans votre bureau pour bien s'assurer qu'elles sachent qui décide sont des méthodes qui seraient rapidement dénoncées dans nos structures privées. Le nombre d'agents croît, les prestations s'étendent, avec ce rappel de vos engagements pris devant ces mêmes magistrats en 2005 d'améliorer cette gestion des ressources humaines, qui en 2012, ne sont toujours pas réalisés. Ce constat des magistrats vient en écho au licenciement du professeur de musique, sans information des parents, d'un enseignant de qualité, apprécié de tous. En ce qui concerne les crèches, les magistrats notent l'augmentation de l'offre, mais aucune étude, aucun diagnostic sur la couverture des besoins et bien entendu aucune évaluation de l'offre existante ni des délégations, même les chiffres de satisfaction sont contestés par les magistrats qui ne se laissent pas abuser par vos chiffres de 99% de parents qui obtiennent une place pour la section des petits. Aussi, la recommandation est cruelle, être vigilant quant au suivi d'un délégataire d'une structure privée d'accueil de jeunes enfants, cruelle car cela nous semble être d'une telle évidence, la surveillance pour une telle prestation, précisément. Reviendrons-nous enfin à une gestion municipale des structures, non apparemment, vous avez engagé encore deux DSP, aujourd'hui, de crèches. Enfin, je terminerai par votre longue réponse aux magistrats, presque aussi longue que le rapport lui-même, comme un aveu d'agacement sur ces constatations que vous réfutez et vous tentez une diversion en traitant des sujets non abordés dans le rapport. Vous arrivez même à contester vos propres données – les 29% d'augmentation des charges de fonctionnement – dont vous écrivez ne pas savoir d'où vient de chiffre. Je pense qu'il vient des Comptes Administratifs. Le constat des magistrats financiers doit donner un axe d'amélioration dans votre gestion, pour que nous ayons une chance de voir ces améliorations, il faudrait que vous acceptiez les conclusions, fussent-elles désagréables. Dans nos entreprises privées – je fais toujours le parallèle – nous avons très régulièrement l'inspection générale qui réalise des audits sur nos prestations. Les recommandations sont discutées, mais in fine nous les partageons pour le bien de l'entreprise. Je crains que votre attitude renforce notre détermination à réaliser le changement à Puteaux en 2014 pour espérer ne pas voir dans 4-5 ans les mêmes constats de la C.R.C.

Mme CECCALDI – Vous avez dit cela à une vitesse, c'est incroyable.

La C.R.C. fait un contrôle régulier, récurrent, sur la gestion de la collectivité. Cela a lieu tous les cinq ans et il faut des contrôles.

La Chambre est venue, a étudié dans un premier temps plusieurs services, que ce soit pour la sécurité – la police municipale – les marchés, les finances, rien n'a été dit sur ces services, la preuve qu'il n'y avait rien à en dire.

Quand vous dégagez, M. Vazia, un excédent de 24 millions d'euros en 2010, on n'a aucune leçon à recevoir et ce sans augmentation d'impôts et sans que nous ayons recours à l'emprunt. Sur les finances, c'est une situation saine, mais atypique, car on a des équipements de grande qualité. Les remarques ont porté sur la DRH et sur les crèches. Sur la DRH, j'admets un certain dysfonctionnement du fait que nous n'avons pas eu de directeurs pendant de nombreux mois, voilà pourquoi la GPEC n'a pas été mise en place. Pour ce qui est des crèches nous répondons à 75% des demandes et avons en projet encore des crèches notamment rue Lucien Voilin et dans la ZAC des Bergères.

Il y a quelque chose qui m'a surpris et que j'aimerais que vous m'expliquiez, tout à l'heure vous avez dit – le nombre de contractuels qui défilent dans votre bureau – qu'est-ce que c'est cette histoire ?

M. VAZIA – Quand vous embauchez, on nous fait savoir que les contractuels viennent vous voir et défilent dans votre bureau, le jour de la signature de leur contrat, alors si c'est faux, je retire, mais nous vérifierons auprès des gens.

Mme CECCALDI – Ca n'a rien à voir avec la C.R.C. Il est normal que je reçoive les contractuels pour faire un bilan avec eux, de ce qui a été réalisé, si je ne le faisais pas, ce serait anormal.

Vous dites, on a contesté le chiffre de 29%. Et bien oui, on n'est pas d'accord. On a le droit de dire à la CRC et vous avez les explications dans ma réponse à la Chambre.

M. VAZIA – Pas de suivi des délégataires, c'est ce que vous reproche la C.R.C. Ca fait partie de leurs recommandations d'être vigilants sur le suivi. C'est quand même une recommandation que l'on trouve forte, notamment pour ces prestations.

Mme CECCALDI – La CRC dit que le contrat que nous avons passé avec le délégataire est un contrat qui a été bien négocié, c'est écrit, vous l'avez lu.

M. VAZIA – J'ai lu aussi les recommandations qu'ils vous font. Ils en font 5, c'est que ces recommandations ont un poids pour eux.

Mme CECCALDI – On est vigilants. Nous les écoutons. C'est pour cela que nous allons réaliser ces « conseils de crèches ».

La mission de la CRC, c'est de contrôler les deniers publics mais ce n'est pas de s'immiscer dans un domaine qui n'est pas le sien.

M. GREBERT – On nous dit parfois qu'on ne connaît rien aux chiffres, alors quand je lis le rapport de la C.R.C. je me dis qu'on n'est pas si inculte que ça dans cette matière là. Le précédent rapport de la C.R.C. date de 2007, « Puteaux épinglé par son train de vie princier » avait alors titré le Parisien des Hauts-de-Seine. La Chambre soulignait en effet l'extrême richesse fiscale de la Commune (pourquoi, ça vous énerve Le Parisien, la presse libre et indépendante, c'est énervant, Puteaux Infos, c'est mieux, c'est la bonne source) avec des charges deux fois plus importantes que la moyenne nationale ainsi qu'un niveau d'achat très élevé et peu rationnel disait la chambre.

Mme CECCALDI – On discute du rapport 2012 pas celui d'il y a cinq ans.

M. GREBERT – La C.R.C. fait le bilan du précédent rapport et je tiens à le faire aussi parce qu'il ne s'agit pas d'analyser un rapport isolément du reste, il s'agit de voir l'évolution.

Mme CECCALDI – Vous n'allez pas nous donner des leçons, vous qui n'avez voté ni le budget ni le D.O.B.

M. GREBERT – En gros, dans ce rapport 2007, ce qui était dit, c'est que la Ville était riche et dépense n'importe comment, et la Chambre prenait deux exemples – le Palais de la médiathèque et le palais des sports – les bilans de ces deux d'investissements font apparaître un coût et des délais de réalisation très supérieurs aux prévisions. Cinq ans plus tard, la C.R.C. renouvelle ses critiques avec ses mots à elle, policés, Puteaux est une des plus riches communes de France en terme de ressources municipales rapportées au nombre d'habitants, écrit la Chambre, souffre d'un certain déficit de culture administrative et de rigueur dans sa gestion. En 2010, les charges de fonctionnement de la Commune représentent 3.511 € par habitant, alors que la moyenne de la strate est de 1.521 € par habitant – 25 fois et demi plus. Les investissements sont également élevés – 1.460 €/habitant – contre 400/habitant pour la moyenne de la strate, trois fois plus. La C.R.C. signale au passage l'existence toujours présente d'une cagnotte ...

Mme CECCALDI – Il n'y a pas de cagnotte.

M. GREBERT – Elle demande quelle utilisation nous comptons en faire.

Mme CECCALDI – Si vous étiez resté pour le D.O.B. vous sauriez ce qui était prévu.

M. GREBERT – Les magistrats ont choisi de concentrer leurs observations sur deux sujets : la gestion du personnel et des crèches. Depuis 2008, sur le premier sujet, les bases mêmes d'une véritable gestion des Ressources Humaines font défaut, peut-on lire dans ce rapport, très critique sur le sujet, alors qu'en 2007, le Maire s'était engagé à mener les changements nécessaires comme la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la C.R.C. constate que rien n'a été fait cinq ans après dans ce domaine. L'état du

personnel annexé aux documents budgétaires n'est pas conforme à la réglementation puisqu'il n'indique pas clairement notamment les collaborateurs et les emplois fonctionnel. La Ville ne dispose d'aucun organigramme détaillé, l'organigramme validé en 2010 par le C.T.P., nous l'avions dénoncé à l'époque, attribuait au directeur de cabinet les fonctions de chef du service logement, quel symbole, de la communication, quel symbole, et de la police municipale, ce qui va à l'encontre de la réglementation.

Mme CECCALDI – Cela a été rectifié.

M. GREBERT – On ne sait pas exactement combien il y a de personnel à Puteaux, c'est ce qu'affirme la Chambre. Entre titulaires et non titulaires, les effectifs mentionnés au bilan social ne sont pas cohérents avec ceux de l'état annexe. Les méthodes de décompte ne permettent pas de connaître précisément l'état des effectifs de la Commune. En 2009, l'évaluation était de 2.164 agents, 887 titulaires et stagiaires, 1.277 non titulaires. La collectivité proroge presque systématiquement d'une année les stages sans motivation particulière, d'où provient cette mauvaise habitude. Le nombre de non titulaires a explosé entre 2005 et 2009 - + 43% pour les non titulaires sur un emploi permanent - + 141% pour les non titulaires sur un emploi non permanent – alors que dans le même temps, le nombre des titulaires a progressé de 13%. 30% de non titulaires ont plus de six ans d'ancienneté, soit 237 personnes. Ce n'est pas une situation normale. Le contrôle des heures supplémentaires n'est pas automatisé. Cette situation n'est pas conforme à la réglementation note la Chambre. Une politique de formation a été mise en place mais elle est diluée par l'important taux de renouvellement de personnel et l'absence de gestion prévisionnelle des effectifs. Les recrutements sont organisés au fil des besoins. Il n'y a pas de fiche de poste. Il n'y a aucune anticipation en matière de recrutement, sauf pour les départs en retraite, note la Chambre, signe du grave malaise du personnel municipal. L'absentéisme augmente considérablement + 43% entre 2005 et 2010. La gestion des ressources humaines se limite, conclut la Chambre, essentiellement à une gestion administrative des statuts et contrats, des congés, de la paie et des absences. On pourrait faire mieux, ce rapport ne fait que confirmer toutes les anomalies, les défaillances, l'absence de transparence que nous dénonçons dans les conseils municipaux, depuis 2008, de séance en séance, de mois en mois. Nous ne nous satisfaisons pas, en tant qu'élus de Puteaux, représentants de la population, d'être mis au courant de la gestion municipale une fois tous les cinq ans lorsque les magistrats de la CRC rendent leurs travaux. Nous demandons à l'exécutif municipal de nous produire régulièrement des documents qui permettent à cette assemblée municipale de juger sur pièces. Le manque de transparence à Puteaux engendre la mauvaise gestion. La transparence obligerait à bien gérer.

Sur le sujet précis du personnel municipal, il y aura un gros travail à faire dans le domaine de la formation, de la titularisation, plus globalement du respect de ce personnel, des missions qu'il accomplit et du respect des délégations.

Sur la petite enfance, la Ville a fait, et la Chambre le note, fortement et explicitement un effort extrême ces cinq dernières années pour accroître ses capacités d'accueil. Cela a un coût, que nous assumons tous collectivement - 196 € par habitant et par an – soit 7% des dépenses de fonctionnement de la Commune, les constructions de crèches représentent 4% des dépenses d'investissement de notre Ville. Mais cette augmentation s'est effectuée sans diagnostic préalable sur l'offre existante et les besoins, ce que nous demandions en 2008-2009. La commune n'a procédé à aucune évaluation de ce secteur d'activités. Nous sommes allées à l'aveugle et pour répondre à la demande pressante des familles, nous avons fait appel au secteur privé avec toutes les difficultés de gestion qui apparaissent aujourd'hui à la crèche des Oursons. Sans prévision, nous nous mettons entre les mains des sociétés privées. Comme un écho à l'actualité récente, la Chambre vous recommande d'être vigilante au suivi du délégataire chargé des structures d'accueil des jeunes enfants. La C.R.C. s'est penchée sur la procédure d'attribution des places en crèche et là, ça répond à des interrogations que nous faisons depuis des années. L'attribution des places ne repose sur aucun élément formalisé et souffre d'un défaut de transparence. La commune n'a pas de procès-verbal de commission d'attribution, la liste des admis valant procès-verbal selon la municipalité, ce qui manque de transparence. Puteaux a besoin de plus de transparence dans sa gestion. Ce que nous disons, la C.R.C. le confirme et le souligne.

Mme CECCALDI – Le niveau des dépenses est à mettre en parallèle avec le haut niveau du service public.

Reprenons les chiffres, une masse salariale de 62 millions d'euros, des heures supplémentaires qui représentent 2 millions d'euros soit 2% de notre budget. Un absentéisme de la moyenne nationale est de 15%. 260.000 € pour les frais de formation 2011, c'est bien la preuve que nous construisons ensemble avec les agents quelque chose de solide.

En ce qui concerne la petite enfance, il est mentionné dans le rapport – vigilance quant au suivi du délégataire chargé de la gestion d'une structure d'accueil mais la C.R.C. note – le contrat passé avec People and Baby est suffisamment bien négocié pour permettre à la Ville de ne pas être tributaire du délégataire. Concernant la procédure d'attribution, la loi ne nous oblige pas d'avoir une commission d'attribution. Nous le faisons tout de même : il y en a eu une en Juin, la prochaine sera en Septembre/octobre.

Pour ce qui est des projets, le bilan de chaque opération est délibéré dans le cadre des D.G.D. A l'intérieur du rapport de présentation du D.O.B. sont indiqués les grands projets d'un exercice budgétaire dont ceux qui concernent la petite enfance. Il faut rappeler à la C.R.C. que pour les dernières grandes opérations d'investissement, la Ville a procédé à l'ouverture d'A.P. pour la crèche des Oursons et l'arche de Noé. Pour ces deux opérations qui sont votées en AP/CP, l'assemblée délibérante a eu une connaissance précise de l'échéancier et du coût global de l'opération.

Quand vous parlez de non transparence, vous avez, M. Grébert, tous ces documents.

On va s'engager à un suivi plus régulier, à être plus vigilant et à mettre en place les conseils de crèches, de façon à suivre tout cela avec encore une plus grande attention.

En ce qui concerne les ressources humaines, comme je l'ai déjà mentionné, le manque de directeur est à l'origine d'un certain flottement. Aujourd'hui une directrice est en poste et dans quelques temps un D.G.A. chargé des ressources humaines nous rejoindra.

En ce qui concerne l'évaluation des stagiaires, je rappelle que la prolongation de stage est une hypothèse conforme à la réglementation et la non titularisation est rarissime, voire exceptionnelle en Mairie de Puteaux.

Lorsque l'autorité territoriale prend sur cette thématique une décision inverse de l'avis émis en C.A.P., la C.A.P. suivante est systématiquement informée des décisions prises par l'autorité territoriale, à ce titre également la réglementation est respectée. La Ville a d'ailleurs appelé l'attention de la Chambre sur le fait que sur la période sous revue un seul agent est allé au contentieux.

Mettre en œuvre l'engagement de 2007 de créer une GPEC, on a commencé à le faire mais c'est quelque chose qui est toujours à renouveler.

En conclusion, je trouve que ce qui est dit par la CRC est plutôt satisfaisant. Nous nous engageons à la mise en place d'une GPEC et en ce qui concerne la petite enfance de tous les contrôles et plus particulièrement les DSP, de plans de formation pour le personnel, des logements pour les directrices et toujours une stabilité financière de la participation des familles.

Notons pour ce qui est des crèches il faut qu'il y ait des contrôles d'une façon régulière. Notons que nous n'avons jamais eu pendant la période sous revue, aucune remarque concernant nos recrutements de personnel de la part du Préfet. Il y a des points positifs relevés par la CRC, quelques points négatifs, nous allons faire en sorte que tout cela soit en ordre pour le prochain contrôle.

La séance est levée à 21 H 50.

Le Secrétaire,

Anne-Marie AMSELLEM  
Maire-Adjoint

Le Président,

Joëlle CECCARDI RAYNAUD  
Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice Président de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du Mercredi 17 OCTOBRE 2012**

## **QUESTION N° 4**

**INSTALLATION D'UN NOUVEAU  
CONSEILLER MUNICIPAL**

## INSTALLATION D'UN NOUVEAU

### CONSEILLER MUNICIPAL

Suite au décès de Monsieur Jean-Pierre DESCROIX, Conseiller Municipal, et à la démission de Madame Paule Eva CROUTZET, candidate figurant immédiatement après le dernier élu sur la liste « UNION pour PUTEAUX », il convient :

- de procéder à l'installation de M. Guillaume VICH, candidat figurant immédiatement après sur la liste "UNION POUR PUTEAUX", conformément à l'article L.270 du Code Electoral

# **CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du Mercredi 17 OCTOBRE 2012**

## **QUESTION N° 5**

<p><b>COMMUNICATIONS</b></p>
------------------------------

**COMMUNICATION DES DECISIONS PRISES**  
**EN APPLICATION**  
**DES ARTICLES L.2122-21 et L.2122-22**  
**DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES**  
**TERRITORIALES**



DEPARTEMENT  
Des Hauts-de-Seine

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

19317

## MAIRIE DE PUTEAUX

### ARRETE DU MAIRE

#### VENTE DE JARDINIÈRES

Le Maire de PUTEAUX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu le rapport du service ci-annexé,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A compter de ce jour, la Ville de PUTEAUX est autorisée à encaisser le montant de la vente de jardinières.

**ARTICLE 2 :** Le prix de vente est arrêté à 15 € (25% de réduction en échange de l'ancienne jardinière).

**ARTICLE 3 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le

12 JUIN 2012

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
  - Informe que le présent arrêté peut faire objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois
- A compter de sa publication/notification



DEPARTEMENT  
des Hauts-de-Seine

REPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE  
AR n° 092-219200623- 20120917- 20560.AR

20560

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

FIXATION DU TARIF  
SALON DE NOEL

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu l'arrêté du Maire n° 1609 en date du 18 juillet 2008 fixant le tarif de location des emplacements du salon du goût et des saveurs ;

Vu le rapport du service ci-annexé,

### ARRETE

ARTICLE 1 : Les exposants du salon du goût et les créateurs s'acquitteront d'une participation de 70€ pour la location de l'emplacement, et d'une caution de 100 € pour la réservation de l'emplacement.

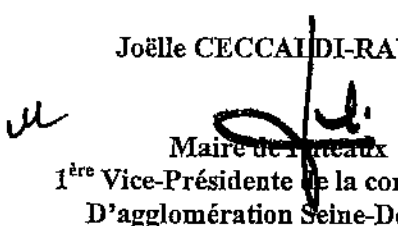
ARTICLE 2 : Le salon se déroulera sur une durée de trois jours, soit les 14, 15 et 16 décembre 2012 sur l'Esplanade de l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le 17 SEP. 2012

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

  
Maire de Puteaux  
1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de la communauté  
D'agglomération Seine-Défense

1966

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, octroyant délégation de pouvoir au Maire,

Vu la délibération n°1300 du Conseil Municipal en date 8 avril 2011 fixant les tarifs du Palais des Sports,

Vu l'arrêté du Maire en date du 30 juin 2011 fixant le tarif applicable aux personnes résidant dans la commune de Puteaux du 2 juillet au 15 août 2011,

Considérant qu'il y a lieu de fixer un nouveau tarif pour les personnes résidant à Puteaux applicable du 7 juillet au 12 août 2012 inclus,

Vu le rapport du Service des Sports en date du 1<sup>er</sup> juin 2012,

### ARRETE

**Article 1 :** Du 7 juillet au 12 août 2012 inclus, un tarif unique d'entrée à la piscine du Palais des Sports pour les personnes résidant à Puteaux est fixé comme suit :

**- Résidents Puteaux : 2,50 euros**

**Article 2 :** Les autres dispositions de la délibération n°1300 du Conseil Municipal en date du 8 avril 2011 restent inchangées.

**Article 3 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine
- Monsieur le Receveur Municipal de Puteaux

Fait à Puteaux, le 21 JUIN 2012



Joëlle CECCA-DI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120622 - 1966 AR

Fixation des tarifs  
des tennis municipaux  
pour la saison 2012/2013

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE  
AR n° 092-219200623 - 20120622 - 196110.A1

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, octroyant délégation de pouvoir au Maire,

Vu l'arrêté du Maire en date du 16 mai 2011 fixant les tarifs des Tennis Municipaux pour la saison 2011/2012,

Considérant qu'il convient d'une part de modifier le tarif des stages à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012 et d'autre part de créer un tarif réduit pour les inscriptions en cours de saison à l'école de tennis,

Vu le rapport du Service des Sports en date du 12 juin 2012,

### ARRETE

**Article 1 :** A compter du 16 mai 2012, les tarifs de l'école de tennis (enfants âgés de 5 à 15 ans) sont les suivants :

- |   |       |
|---|-------|
| ▪ Résidents de Puteaux (inscription avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)      | 160 € |
| ▪ Résidents de Puteaux (inscription après le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)      | 112 € |
| ▪ Non résidents de Puteaux (inscription avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2013): | 380 € |
| ▪ Non résidents de Puteaux (inscription après le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)  | 266 € |

**Article 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012, les tarifs des Tennis Municipaux pour les habitants de Puteaux sont fixés comme suit :

La licence est incluse dans les adhésions.

**Tarifs annuels :**

▪ Tarif adulte (+18 ans)	260 €
▪ Tarif enfant (-18 ans)	145 €
▪ Réduction tarif enfant pour le 2 <sup>ème</sup> enfant ou plus (-18 ans)	120 €
▪ Réduction étudiant, demandeur d'emploi, RSA	175 €
▪ Formule couple	360 €
▪ Enfants inscrits à l'école de tennis municipale	45 €
▪ Formule semaine adulte (du lundi au vendredi)	135 €

**Tarifs demi-saison :**

(Ces formules donnent accès à tous les terrains du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre)

▪ Tarif adulte (+18 ans)	130 €
▪ Tarif enfant (-18 ans)	73 €
▪ Réduction tarif enfant pour le 2 <sup>ème</sup> enfant ou plus (-18 ans)	60 €
▪ Réduction étudiant, demandeur d'emploi, RSA	88 €
▪ Formule couple	180 €
▪ Formule semaine adulte (du lundi au vendredi)	68 €

**Article 3 :** A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012, les tarifs des Tennis Municipaux pour les personnes ne résidant pas à Puteaux sont fixés comme suit :

La licence est incluse dans les adhésions.

**Tarifs annuels :**

(Ces formules donnent accès à tous les terrains du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre)

▪ Tarif adultes (+18 ans)	600 €
▪ Tarif enfant (-18 ans)	385 €
▪ Formule couple	900 €
▪ Formule semaine adulte (du lundi au vendredi)	400 €

### **Tarifs demi-saison :**

(Ces formules donnent accès à tous les terrains du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre)

▪ Tarif adultes (+18 ans)	300 €
▪ Tarif enfant (-18 ans)	190 €
▪ Formule couple	450 €
▪ Formule semaine adulte (du lundi au vendredi)	200 €

**Article 4 :** A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012, les tarifs des formules **réservées exclusivement aux adhérents** des Tennis Municipaux sont les suivants :

#### **- Cours collectifs adultes :**

30 séances d'une heure par semaine	200 €
------------------------------------	-------

#### **- 1 invitation :**

(Possibilité d'inviter durant une heure 1 à 3 personnes non adhérentes)	8 €
---	-----

**Article 5 :** A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012 le tarif des stages jeunes et adultes (pendant les vacances scolaires) est le suivant :

(Une séance de 2 heures par jour)

▪ Semaine de 5 jours	60 €
▪ Semaine de 4 jours (en cas de jour férié)	48 €

**Article 6 :** A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012, le tarif pour la location d'un radar pendant une heure (une caution de 100€ est demandée) est le suivant : 5 €

**Article 7 :** A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2012, la location de courts de tennis est possible du lundi au vendredi entre 11 heures et 15 heures. Les tarifs sont les suivants :

- courts extérieurs	10 €
- courts intérieurs	15 €

#### **Article 8 : Remboursement :**

Une demande de remboursement n'est recevable que pour un arrêt médical de longue durée.

**Article 9 :** Le règlement intérieur des Tennis Municipaux précise les conditions d'accès aux tennis en fonction des tarifs visés par l'arrêté.

**Article 10 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 092-219200623-20110516-14855-AI.

**Article 11:** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine
- Monsieur le Trésorier Principal de Puteaux

Fait à Puteaux le, **21 JUIN 2012**



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux

1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

19615

ARRÊTE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120703 - 19615 A

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉS DU MAIRE

### FIXATION DU TARIF DES NUITÉES SUPPLÉMENTAIRES APPLIQUÉS A LA RÉSIDENCE DE VACANCES « LA MARINE DE CAPRONE » A GHISONACCIA

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les demandes de certains vacanciers pour poursuivre leur séjour de quelques nuitées supplémentaires et/ou de bénéficier d'une nuitée en avance la veille de leur arrivée,

Considérant que dans la mesure où certains logements n'ont pas été réservés et qu'il est dès lors possible de les accueillir,

Vu les tarifs appliqués à la semaine suivant le type de logement,

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** La municipalité se réserve le droit de répondre favorablement ou non à la demande des vacanciers pour des nuitées supplémentaires, suivant le nombre de logement qui seront restés inoccupés.

**ARTICLE 2 :** Le tarif pour une nuitée supplémentaire sera appliqué comme suit :

- Motel 1 personne : 29 €
- Motel 2 à 4 personnes : 59 €
- Bungalow 2 à 4 personnes : 57 €
- Bungalow 4 à 6 personnes : 79 €
- Pavillon 4 personnes : 68 €

**ARTICLE 3 :** La tarif de la pension complète par journée supplémentaire passé au sein du village de vacances sera de 31 €.

Fait à Puteaux, le - 3 JUIL. 2012

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD



Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine-Défense



19960

DEPARTEMENT  
des Hauts-de-Seine

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉS DU MAIRE

FIXATION DES TARIFS  
APPLIQUES A LA RESIDENCE DE  
VACANCES « LES TROIS HAMEAUX  
» A PLOEMEUR

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 20/12/07 30/19960 AR

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu le rapport de service, ci-annexé,

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** A compter de la saison 2012, les tarifs de base des bungalows, *hors taxe de séjour*, appliqués à la résidence de vacances « Les Trois Hameaux » à Ploemeur s'établissent comme suit :

Type de logement	Tarif semaine
Bungalow 1 ou 2 personnes	259,00 €
Bungalow 3 personnes	385,00 €
Bungalow 4 personnes	490,00 €
Bungalow 5 personnes	567,00 €
Bungalow 6 personnes	672,00 €

Type de logement	Tarif nuitée
Bungalow 1 ou 2 personnes	37,00 €
Bungalow 3 personnes	55,00 €
Bungalow 4 personnes	70,00 €
Bungalow 5 personnes	81,00 €
Bungalow 6 personnes	96,00 €

**ARTICLE 2 :** Une réduction de 10% est appliquée pour les personnes âgées de 65 ans et plus.

**ARTICLE 3 :** Un versement d'arrhes s'élevant à 20 % du montant des frais de séjour devra être versé dès réception de la facture, sous peine d'annulation du séjour.

**ARTICLE 4 :** Huit semaines avant le départ, les intéressés devront avoir réglé la totalité des frais.

**ARTICLE 5 :** Si le désistement a lieu entre le paiement du solde et le jour du départ, une retenue de 40 % sera effectuée sur le montant total du séjour.

Toutefois, si le désistement a lieu pour cause de décès de descendants, de collatéraux, d'ascendants, d'hospitalisation ou de motif impérieux, la ville de Puteaux conservera seulement les arrhes versées.

**ARTICLE 6 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le 30 JUL. 2012

Joëlle CECCALINI-RAYNAUD

Maire de Puteaux •  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la Communauté  
D'agglomération Seine Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétant dans un délai de 2 mois à compter de sa notification

19596

## MAIRIE DE PUTEAUX

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120702.19596 AK

ARRÊTÉS DU MAIRE

### FIXATION DU TARIF DES TRANSPORTS EN BUS APPLIQUES A LA RESIDENCE DE VACANCES « LE CRET DU LOUP » A LA CLUSAZ POUR LES EXCURSIONS

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les excursions organisées pour les vacanciers, entre La Clusaz et les villes voisines, durant la période estivale,

Vu le rapport de la Direction Générale ci-joint

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** La municipalité organise le transport en bus pour les excursions.

**ARTICLE 2 :** Les estivants participent au transport à hauteur de 10 € l'aller et retour par personne.

Fait à Puteaux, le

- 2 JUL. 2012

Joëlle CECCAIDI-RAYNAUD



Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine-Défense

DEPARTEMENT  
des Hauts-de-Seine

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

19713

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### FIXATION DES TARIFS APPLIQUES AUX RESIDENCE DE VACANCES A compter de la saison 2012

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu l'arrêté du Maire en date du 15 janvier 2010 (n°9 464), fixant les tarifs d'hébergement à la résidence de vacances de Ploemeur,

Vu l'arrêté du Maire en date du 29 septembre 2011 (n°16 620), fixant les tarifs d'hébergement à la résidence de vacances de La Clusaz,

Vu l'arrêté du Maire en date du 4 janvier 2012 (n°17 717), fixant les tarifs d'hébergement à la résidence de vacances de Caprone,

Considérant qu'il y a lieu d'intégrer la possibilité d'octroyer des remises sur les tarifs d'hébergement en cas d'indisponibilité d'une partie des sites ou des activités proposées,

Vu le rapport de service ci-annexé,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A compter de la saison 2012, les tarifs d'hébergement des centres de vacances pourront faire l'objet d'une remise tarifaire jusqu'à 50 % pour prendre en compte une indisponibilité partielle du site ou en cas d'indisponibilité de certaines activités.

**ARTICLE 2 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- \* Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- \* Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le

29 JUIN 2012



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**FIXATION DES TARIFS  
DE L'ATELIER ARTS PLASTIQUES ET DU CLUB JEUNESSE  
A LA RESIDENCE DE VACANCES MUNICIPALE DE PLOEMEUR  
A compter du 14 juillet 2012**

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 2012 071313773AR

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu l'arrêté du Maire en date du 21 juin 2012 (n°19 464), et notamment son article 2 fixant les tarifs des activités à la résidence de vacances de Ploemeur,

Considérant qu'il y a lieu de modifier les tarifs de l'atelier arts plastiques et du club jeunesse (mini-club)

Vu le rapport de service ci-annexé,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A compter du 14 juillet 2012 les tarifs suivants s'appliquent :

Forfait hebdomadaire pour le club jeunesse (mini-club) : 3€

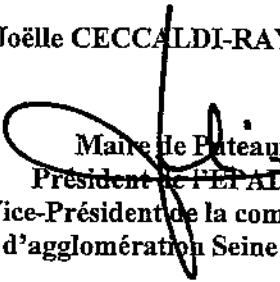
Forfait hebdomadaire pour l'atelier arts plastiques : 3€

**ARTICLE 2 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- \* Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- \* Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le 13 JUIL. 2012

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

  
Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet  
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale  
et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal  
Administratif compétent dans un délai de 2 mois à  
compter de sa publication/notification.

# MAIRIE DE PUTEAUX

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 9 2 1 9 0 8 2 20055

## ARRÊTÉS DU MAIRE

**Objet :** Tarifs des activités à la marine de Caprone à Ghisonaccia et au village des Trois Hameaux à Ploemeur.

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu le rapport du service ci-annexé,

Considérant qu'il y a lieu de fixer un tarif aux activités proposées dans les centres de vacances de Ghisonaccia et des Trois Hameaux,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A compter de la saison estivale 2012, les tarifs des activités à la Marine de Caprone s'établissent comme suit :

Location des vélos : 3,80 € la demi-journée  
Location de tricycle : 1 € de l'heure  
Club Jeunesse : 2,50 € la demi-journée  
Activités nautiques (cours de voile, promenades en rivière..), prêt de matériel nautique, tir à l'arc et arts plastiques : 3 € la séance, 25 € pour 10 activités au choix.  
Location de pédalo : 5 € la demi-heure.  
Parasol et chaise de plage supplémentaire : 2 € la journée  
Cours particulier de tennis : 15 € la demi-heure  
Ateliers massages : 15 € la demi-heure  
Participation au transport pour les excursions : 10 € les adultes (et enfants à partir de 14 ans), 5 € de 5 à 13 ans inclus.

**ARTICLE 2 :** A compter de la saison estivale 2012, les tarifs aux Trois Hameaux à Ploemeur s'établissent comme suit :

Location des vélos : 3,80 € la demi-journée  
Location de tricycle : 1 € de l'heure  
Forfait hebdomadaire pour le club jeunesse (mini club) : 3 €



Forfait hebdomadaire pour l'atelier arts plastiques : 3 €

**ARTICLE 3 :** Amplification du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts de Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux

Fait à Puteaux, le

02 AOUT 2012

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux

Président de NEPADESA

et Vice-Président de la Communauté  
D'agglomération Seine Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétant dans un délai de 2 mois à compter de sa notification

20281

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRETÉ DU MAIRE

### FIXATION DES TARIFS DES PLACES DE L'OPERATION « ETEIGNEZ VOS PORTABLES »

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE  
AR n° 092-219200623 -20120831-20281-AR

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Considérant qu'il y a lieu de fixer les tarifs des places de l'opération « Eteignez vos portables » qui s'appliqueront à compter de la saison 2012/2013,

Vu le rapport du service des affaires culturelles en date du 14 Août 2012, ci annexé,

### ARRETÉ

**Article 1 :** Le tarif des places de l'opération « Eteignez vos portables » s'établit comme suit :

	Elèves	Accompagnateurs *
Tarif partenaire	8 €	Gratuité

(\*) Dans les limites prévues par la loi

**Article 2 :** Les places de spectacles dans le cadre de l'opération « Eteignez vos portables » sont proposées en configuration assis / en placement libre.

**Article 3 :** Les billets ne sont pas remboursables, sauf annulation de représentations.

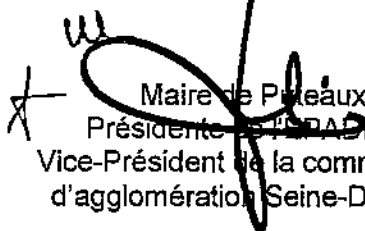
**Article 4 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le préfet des Hauts-de-Seine
- Monsieur Le Trésorier Principal Municipal de Puteaux

Fait à Puteaux, le

31 AOUT 2012

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

  
Maire de Puteaux  
Présidente de l'ISPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification

DÉPARTEMENT  
des HAUTS DE SEINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ

20856

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRETÉ DU MAIRE

### FIXATION DES TARIFS DES PLACES DE SPECTACLES ASSOCIATIFS

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Considérant qu'il y a lieu de fixer un tarif spécifique pour les concerts de plusieurs associations au théâtre des Hauts-de-Seine au cours de la saison 2012/2013,

Vu le rapport du service des affaires culturelles en date du 17 septembre 2012, ci annexé,

### ARRETÉ

**Article 1 :** Les places pour les spectacles associatifs au théâtre des Hauts-de-Seine seront vendues au tarif suivant :

<b>TARIF PLEIN – placement libre</b>	<b>18 €</b>
<b>TARIF JEUNE (moins de 12 ans) placement libre</b>	<b>10 €</b>

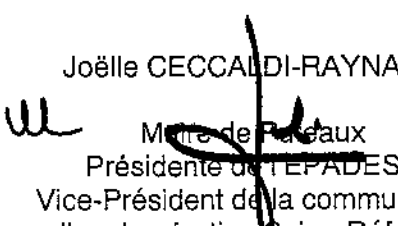
**Article 2 :** Les billets de spectacle ne sont pas remboursables, sauf annulation de spectacle.

**Article 3 :** Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le préfet des Hauts-de-Seine
- Monsieur Le Trésorier Principal Municipal de Puteaux

Fait à Puteaux, le **26 SEP. 2012**

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

  
Maire de Puteaux  
Présidente de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### FIXATION DES TARIFS Du Cinéma Le Central

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE  
AR n° 092-219200623- 20120831-20282AR

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°1692 du 6 juillet 2012 résiliant la délégation de service public portant sur l'exploitation du complexe cinématographique de l'ilot Montaigne à Puteaux et reprise en régie du service,

Considérant qu'il y a lieu de préciser le tarif du cinéma Le Central,

Vu le rapport de service ci-annexé,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012, les tarifs pour les séances du Cinéma Le Central s'établissent comme suit :

- le tarif normal : 7,50 €
- le tarif réduit (non-applicable les jours fériés): 6 €, il est appliqué :
  - pour tous publics, tous les jours jusqu'à 19h30 (séances comprises entre 14h et 19h30 inclus)
  - après 19h30 sur présentation de justificatifs :
    - pour les moins de 16 ans
    - les plus de 60 ans
    - les scolaires et étudiants
    - les familles nombreuses
    - les chômeurs
    - les personnes à mobilité réduite
- le tarif enfant : 5,50 € (moins de 12 ans), tous les jours à toutes les séances
- le tarif matin : 4,50 € (pour les séances de 11h et 12h)
- le tarif groupe : 4 € (pour les groupes de 10 personnes et plus)
- Supplément de 2 € pour les lunettes 3D
- le tarif abonnement : carte rechargeable minimum de 25 € et maximum de 100 € par tranche de 25 € (ces abonnements fixent la place à 5 €, avec un supplément de 2 € pour les séances en 3D)

- le tarif opéra : 18 € (plein tarif) ; 15,50 € (tarif réduit) ; 12,50 € (tarif groupe)
- Le tarif Fête du Cinéma : 2,50 € à partir de la deuxième place de cinéma
- Le tarif Ciné-Day : Deuxième place gratuite pour l'achat de la première à tarif habituel, uniquement le mardi sur présentation du code cinéma fourni par Orange. 5 € seront reversés au cinéma par Orange en compensation pour chaque place gratuite distribuée
- le tarif anniversaire (réservation de 13h30 à 18h00) :
  - 4 € par participant pour la séance plus 9 € par enfant pour le goûter
  - Le parent accompagnateur de l'enfant fêtant son anniversaire ne paie pas
  - Tout autre accompagnateur paiera 9 € pour le goûter et 4 € supplémentaire s'il assiste à la projection du film
  - un chèque de réservation de 50€ est demandé (il ne sera pas rendu si l'anniversaire est annulé une semaine avant la date prévue, sauf cas de force majeure)
  - il faut un minimum de 10 enfants pour l'organisation d'un anniversaire par le Central
- le tarif Ciné-Ecole : 2,50 € (gratuit pour l'accompagnateur)
- le tarif Ciné-Collège : 2,50 € (gratuit pour l'accompagnateur)
- le tarif Ciné-Lycée : 2,50 € (gratuit pour l'accompagnateur)
- le tarif Ciné-Gouter : 3,50 € (y compris pour l'accompagnateur)

Les tarifs de la location de salle (de 9h00 à 0h00) sont les suivants :

- salle 1 (262 places) : journée 500 € ; demi-journée 300 € (en semaine du lundi au vendredi)
- salle 2 (216 places) : journée 400 € ; demi-journée 250 € (en semaine du lundi au vendredi)
- espace cocktail :
  - 50.€ par heure (en semaine du lundi au vendredi, hors jours fériés et vacances scolaires)
  - 70 € par heure (le weekend, les jours fériés et les vacances scolaires)
  - Un chèque de caution de 100 € est demandé (en cas d'annulation, le chèque de caution sera restitué intégralement si l'événement est annulé au moins une semaine avant la date prévue ; il sera restitué à hauteur de 50% en cas d'annulation entre une semaine et deux jours avant la date prévue et ne sera pas rendu à moins de deux jours avant l'événement, sauf cas de force majeure)

**ARTICLE 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2012, les tarifs pour les boissons et les confiseries du Cinéma Le Central s'établissent comme suit :

- boissons 50 cl : 2,50 €
- café : 1,50 €
- glaces : 2,50 €
- pop-corn :

- Petit format : 2 €
- Moyen format : 3 €
- Grand format 4,50 €
- Très grand format : 6 €
- bonbons : 2 € les 100g
- bonbons en sachet 125g : 2,50 €
- sucette chupa chups : 1 €
- kit kat ball : 4€ (160g) ; 5 € (235g) ; 6€ (310g)
- kit kat ball blanc (250g) : 5 €
- lion pop choc (140g) : 4€
- m&m's : 3 € (110g) ; 4 € (200g)
- mentos : 2 €

**ARTICLE 3 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- \* Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- \* Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le 31 AOUT 2012

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD



Maire de Puteaux  
Président de REPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

Fixation des tarifs des activités  
pratiquées au Palais des Sports  
2012/2013

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623-20120903-20342-AR

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, octroyant délégation de pouvoir au Maire,

Vu la délibération du n°1300 du 8 avril 2011 fixant les tarifs des activités sportives du Palais des Sports,

Considérant qu'il y a lieu de modifier certains tarifs relatifs aux activités pratiquées au Palais des Sports qui seront applicables à compter du 10 septembre 2012,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer ces nouveaux tarifs aux habitants de Courbevoie,

Vu le rapport du Service des Sports en date du 8 août 2012,

## ARRETE

**Article 1 :** A compter du 10 septembre 2012, les tarifs des activités fitness pratiquées au Palais des Sports sont fixés comme suit :

- **Résidents Puteaux /Courbevoie :**

10 cours : 62,50 euros  
20 cours : 114 euros  
30 cours : 148 euros  
60 cours : 250 euros

- **Non-résidents :**

10 cours : 125 euros  
20 cours : 228 euros  
30 cours : 296 euros  
60 cours : 500 euros



**Article 2 :** Les tarifs des cartes musculation sont les suivants :

**- Résidents Puteaux /Courbevoie :**

30 heures : 103 euros  
60 heures : 183 euros  
90 heures : 240 euros  
120 heures : 296 euros

**- Non-résidents :**

30 heures : 308 euros  
60 heures : 370 euros  
90 heures : 492 euros  
120 heures : 600 euros

**Article 3 :** A compter du 10 septembre 2012, les tarifs des activités aquatiques du Palais des Sports sont fixés comme suit :

**- Résidents Puteaux /Courbevoie :**

10 cours : 62,50 euros  
20 cours : 114 euros  
30 cours : 148 euros  
60 cours : 250 euros

**- Non-résidents :**

10 cours : 205 euros  
20 cours : 365 euros  
30 cours : 480 euros  
60 cours : 820 euros

**Article 4 :** Une réduction de 20% sera accordée pour l'accès aux cours de fitness, aux cours aquatiques et à la musculation sur présentation d'un justificatif aux :

- Etudiants
- Demandeurs d'emplois
- Personnes âgées de 65 ans et plus
- Titulaires de la carte famille nombreuse
- Titulaires de la carte d'invalidité
- Bénéficiaires du RSA

**Article 5 :** Le tarif du « Pass journalier » pour l'activité musculation, les cours de fitness et les activités aquatiques est fixé à **12,50 euros** à compter du 10 septembre 2012.

**Article 6 :** A compter du 10 septembre 2012, les habitants de la commune de Courbevoie bénéficient des tarifs résidents concernant les différentes formules d'accès aux bassins (entrée unitaire, carte de 10 entrées, abonnement annuel) ainsi que pour les formules d'accès aux bassins couplées à l'espace détente (entrée unitaire, carte de 10 entrées, abonnement annuel) à savoir :

**TARIFS D'ACCES AUX BASSINS :**

***Entrée unitaire***

Tarif résident	4,50€	Tarif réduit résident	2,50€
Tarif non résident	9€	Tarif réduit non résident	7,50€
Enfant de moins de 3 ans : gratuit			

***Carte de 10 entrées***

Tarif résident	40€	Tarif réduit résident	20€
Tarif non résident	80€	Tarif réduit non résident	65€

***Abonnement annuel***

Tarif résident	265€	Tarif réduit résident	230€
Tarif non résident	360€	Tarif réduit non résident	330€

**TARIFS D'ACCES AUX BASSINS ET A L'ESPACE DETENTE :**

***Entrée unitaire***

Tarif résident	9€	Tarif réduit résident	8€
Tarif non résident	15€	Tarif réduit non résident	13€

***Carte de 10 entrées***

Tarif résident	75€	Tarif réduit résident	65€
Tarif non résident	130€	Tarif réduit non résident	120€

***Abonnement annuel***

Tarif résident	370€	Tarif réduit résident	320€
Tarif non résident	470€	Tarif réduit non résident	420€

**Article 7 :** Les autres dispositions de la délibération n°1300 du 8 avril 2011 restent inchangées.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine
- Monsieur Le Trésorier Principal de Puteaux

Fait à Puteaux, le **03 SEP. 2012**



Joëlle CECALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération Seine-Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRETE DU MAIRE

### FIXATION DES TARIFS DES CLASSES D'ENVIRONNEMENT

Le Maire de Puteaux,

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE  
AR n° 092-219200623 - 20120903 - 20327 AR

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 Mars 2008 portant délégation de pouvoirs au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la circulaire ministérielle en date du 26 juillet 1990, concernant le versement des prestations d'action sociale sous forme de subvention,

Vu la délibération du 16 juin 1992, avec effet au 1<sup>er</sup> juin 1992, concernant l'actualisation de la liste des prestations d'action sociale en faveur du personnel communal,

Vu l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de Puteaux en date du 15 Septembre 2008, fixant le tarif journalier de la participation familiale aux séjours des enfants en classes d'environnement à compter de l'année scolaire 2008/2009,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une augmentation du tarif journalier de la participation familiale des classes d'environnement à compter de l'année scolaire 2012/2013,

Vu le rapport du service ci-annexé,

## ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier de la participation familiale aux séjours des enfants en classes d'environnement à compter de l'année scolaire 2012/2013 sera fixé comme suit :

### Pour un montant d'impôt sur le revenu :

Non imposable	7,60 €
Au-delà de 0,16 € jusqu'à 105,00 €	8,80 €
Au-delà de 105,01 € jusqu'à 205,00 €	9,90 €

Au-delà de 205,01 € jusqu'à 305,00 €	11,00 €
Au-delà de 305,01 € jusqu'à 609,00 €	12,15 €
Au-delà de 609,01 € jusqu'à 1 524,00 €	14,40 €
Au-delà de 1 524,01 € jusqu'à 2 286,00 €	16,70 €
Au-delà de 2 286,01 € jusqu'à 3 049,00 €	18,95 €
Au-delà de 3 049,01 € jusqu'à 3 812,00 €	21,20 €
Au-delà de 3 812,01 € jusqu'à 4 600,00 €	23,50 €
Au-delà de 4 600,01 €	26,70 €
Enfants domiciliés hors Puteaux	26,70 €

ARTICLE 2 : Dans une même famille, si plusieurs enfants participent à des séjours de classes d'environnement, une réduction de **50 %** sur le tarif applicable à ladite famille sera accordée à partir du 2<sup>ème</sup> enfant.

ARTICLE 3 : Le tarif de la participation journalière aux frais de séjour des enfants participant aux classes d'environnement et n'habitant pas Puteaux, correspondra au plein tarif.

ARTICLE 4 : Une réduction sera accordée aux enfants du personnel communal, conformément à la réglementation en matière de prestations d'action sociale en vigueur dans la Fonction Publique.

ARTICLE 5 : Un versement d'arrhes de **32 €** sera exigé à l'inscription.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Madame le Trésorier Principal Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le - 3 SEP. 2012

Joëlle CECCALDI RAYNAUD,



Maire de Puteaux

Président de l'EPADESA

Vice-Président de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification

Autorisation d'ouverture  
exceptionnelle des commerces  
relevant de la branche « habillement et chaussures »

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE  
AR n° 092-219200623 2012073 19952 AR

Le Maire de la Ville de PUTEAUX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le Code du Travail et notamment son article L. 3132-26, L.3132-27  
et R.3132-21 ;

Vu la circulaire du Préfet des Hauts de Seine en date du 30 mars 2009,  
laquelle précise que les dérogations temporaires au repos dominical accordées  
par le maire doivent être accordées de façon collective par branche de  
commerces de détail, sans pouvoir être limitées à un seul établissement d'une  
même branche ;

Considérant que par courrier en date du 20 juillet 2012, l'enseigne « LA  
HALLE AUX CHAUSSURES », appartenant à la branche professionnelle  
« habillement et chaussures », sollicite une autorisation d'ouverture  
exceptionnelle, le dimanche 9 septembre 2012 ;

Considérant que par courrier en date du 27 JUL 2012, les  
syndicats CGC, CFTC, APAC, FO-UDAL, CGT, AISP ont été contactés afin  
qu'ils émettent un avis pour cette ouverture de magasin ;

Considérant qu'il y a lieu d'accorder, à l'ensemble des établissements  
relevant de l'activité commerciale concernée, une autorisation d'ouverture  
exceptionnelle le dimanche 9 septembre 2012 ;

### A R R E T E

Article 1er. - Autorise l'ouverture exceptionnelle des magasins  
appartenant à la branche professionnelle « habillement et chaussures » le  
dimanche 9 septembre 2012.

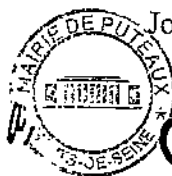
Article 2. - Les conditions dans lesquelles le repos compensateur est  
accordé soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou  
dans celle qui suit la suppression du repos.

Article 3. -- Ampliation du présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et ampliation en sera adressée à :

- M. Le Préfet des Hauts de Seine

Fait à PUTEAUX le

30 JUIL, 2012



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président du S.P.A.D.E.S.A.  
Vice-Président de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

Autorisation d'ouverture  
exceptionnelle des commerces  
relevant de la branche « commerces  
et réparations automobiles »

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Ville de PUTEAUX,

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120903 - 20300 AR

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le Code du Travail et notamment son article L. 3132-26, L.3132-27  
et R.3132-21 ;

Vu la circulaire du Préfet des Hauts de Seine en date du 30 mars 2009,  
laquelle précise que les dérogations temporaires au repos dominical accordées  
par le maire doivent être accordées de façon collective par branche de  
commerces de détail, sans pouvoir être limitées à un seul établissement d'une  
même branche ;

Considérant que par mail en date du 27 août 2012, l'enseigne  
«Automotion la défense », appartenant à la branche professionnelle « commerces  
et réparations automobiles », sollicite une autorisation d'ouverture  
exceptionnelle, le dimanche 16 septembre 2012 ;

Considérant que par courrier en date du 29 août 2012, les syndicats  
CGC, CFTC, APAC, FO-UDAL, CGT, AISP ont été contactés afin qu'ils  
émettent un avis pour cette ouverture de magasin ;

Considérant qu'il y a lieu d'accorder, à l'ensemble des établissements  
relevant de l'activité commerciale concernée, une autorisation d'ouverture  
exceptionnelle le dimanche 16 septembre 2012.

## ARRÊTÉ

Article 1er. - Autorise l'ouverture exceptionnelle des magasins  
appartenant à la branche professionnelle « commerces et réparations  
automobiles » le dimanche 16 septembre 2012.

Article 2. -Le repos compensateur est accordé soit collectivement, soit  
par roulement dans la quinzaine qui précède ou dans celle qui suit la  
suppression du repos.

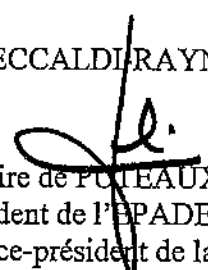
Article 3. – Ampliation du présent arrêté sera inscrite au registre des arrêtés et ampliation en sera adressée à :

- M. Le Préfet des Hauts de Seine

Fait à PUTEAUX le

- 3 SEP. 2012

Joëlle CECCALDI RAYNAUD

  
Maire de PUTEAUX  
Président de l'EPADESA  
Vice-président de la  
d'agglomération Seine-Défense

*Le Maire,*

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*
- *Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification*



# MAIRIE DE PUTEAUX

Autorisation d'ouverture  
exceptionnelle des commerces  
relevant de la branche professionnelle  
Commerces de détail non alimentaires

## ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623-20120917-20559 AR

Le Maire de la Ville de PUTEAUX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le Code du Travail et notamment son article L. 3132-26, L.3132-27  
et R.3132-21 ;

Vu la circulaire du Préfet des Hauts de Seine en date du 30 mars 2009,  
laquelle précise que les dérogations temporaires au repos dominical accordées  
par le maire doivent être accordées de façon collective par branche de  
commerces de détail, sans pouvoir être limitées à un seul établissement d'une  
même branche ;

Considérant que par courrier en date du 31 Août 2012, le magasin  
MICROMANIA, appartenant à la branche professionnelle de « Commerces de  
détail non alimentaires », sollicite une autorisation d'ouvertures exceptionnelles  
de son établissement situé Hall RER - La Grande Arche - les dimanches 2, 9, 16,  
23 et 30 Décembre 2012 ;

Considérant que par courrier en date du 12 Septembre 2012, les  
syndicats CGC, CFTC, APAC, FO-UDAL, CGT, AISP ont été contactés afin  
qu'ils émettent un avis pour ces ouvertures de magasin ;

Considérant qu'il y a lieu d'accorder, à l'ensemble des établissements  
relevant de l'activité commerciale concernée, une autorisation d'ouverture  
exceptionnelle les dimanches 2, 9, 16, 23 et 30 Décembre 2012 ;

## ARRÊTÉ

Article 1er. - Autorise l'ouverture exceptionnelle des magasins  
appartenant à la branche professionnelle des « Commerces de détail non  
alimentaires », les dimanches 2, 9, 16, 23 et 30 Décembre 2012 ;

Article 2. – Le repos compensateur est accordé soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou dans celle qui suit la suppression du repos.

Article 3. – Ampliation du présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et ampliation en sera adressée à :

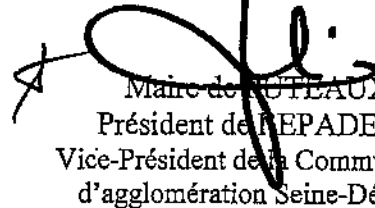
- M. Le Préfet des Hauts de Seine

Fait à PUTEAUX le **17 SEP. 2012**

*Le Maire,*

*- Certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet  
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale  
et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal  
Administratif compétent dans un délai de 2 mois  
à compter de sa publication/notification .*

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

  
Maire de PUTEAUX  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Autorisation d'ouverture  
exceptionnelle des commerces  
relevant de la branche  
« alimentation générale de grande surface »

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 - 20120925 - 20759 - AR Le Maire de la Ville de PUTEAUX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le Code du Travail et notamment ses articles L. 3132-26, L.3132-27 et R.3132-21 ;

Vu la circulaire du Préfet des Hauts de Seine en date du 30 mars 2009, laquelle précise que les dérogations temporaires au repos dominical accordées par le maire doivent être accordées de façon collective par branche de commerces de détail, sans pouvoir être limitées à un seul établissement d'une même branche ;

Considérant que par courrier en date du 14 Septembre 2012, l'enseigne « Monoprix », appartenant à la branche professionnelle d' « alimentation générale de grande surface », sollicite une autorisation d'ouverture exceptionnelle, les dimanches 23 et 30 Décembre 2012 ;

Considérant que par courrier en date du 21 Septembre 2012, les organismes syndicaux ont été contactés afin qu'ils émettent un avis pour cette ouverture de magasin ;

Considérant qu'il y a lieu d'accorder, à l'ensemble des établissements relevant de l'activité commerciale concernée, une autorisation d'ouverture exceptionnelle les dimanches 23 et 30 Décembre 2012 ;

### ARRETE

Article 1er. - Autorise l'ouverture exceptionnelle des magasins appartenant à la branche professionnelle « alimentation générale de grande surface » les dimanches 23 et 30 Décembre 2012.

Article 2. - Le repos compensateur est accordé soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou dans celle qui suit la suppression du repos.

Article 3. – Ampliation du présent arrêté sera inscrite au registre des arrêtés et ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts de Seine

Fait à PUTEAUX le **25 SEP. 2012**

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification .

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD



Maire de PUTEAUX  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération Seine-Défense

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Règlementation relative à  
L'organisation des quais libres  
Septembre 2012

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE  
AR n° 092-219200623 20/20905 20511 An

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que la Ville de Puteaux organise les quais libres le 9 septembre 2012,

Considérant qu'il convient à cette occasion de réglementer l'Occupation du domaine Public,

### ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Sameh ZAKHER demeurant 5 rue des frères Chapelles 92170 Vanves, est autorisé à installer un camion de vente de Pizza sur les quais Dion Bouton le dimanche 9 septembre 2012 de 9h à 16h30 à l'occasion de l'opération des quais libres organisés par la Ville de Puteaux.

ARTICLE 2 : Le montant de la redevance d'occupation du domaine public est fixé à 120€ pour cette journée.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché conformément à la loi n° 82213 du 2 mars 1982.

Fait à Puteaux, le 04 septembre 2012

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de la communauté  
D'agglomération Seine-Défense

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, octroyant délégation de pouvoir au Maire,

Vu l'arrêté du Maire en date du 21 juin 2012, fixant les tarifs des Tennis Municipaux pour la saison 2012/2013,

Considérant qu'il convient de préciser les conditions de fonctionnement des Tennis Municipaux,

Vu le rapport du Service des sports en date du 11 juillet 2012,

### ARRETE

#### **REGLEMENT INTERIEUR DES TENNIS MUNICIPAUX DE L'ILE DE PUTEAUX « SAISON 2012-2013 »**

## **1. ACTIVITES**

### **ARTICLE 1 : RESERVATION DES COURTS**

#### **A) Généralités :**

- Les Tennis Municipaux sont ouverts de 8h00 à 22h00 sauf besoin spécifique (manifestations sportives).
- Les Tennis Municipaux sont ouverts de 8h00 à 22h00 les jours fériés sauf :
  - 14 juillet : fermeture à 16h
  - 1<sup>er</sup> janvier et 25 décembre : fermeture toute la journée
- Les Tennis Municipaux ferment à 16h les 24 et 31 décembre.
- Seuls les adhérents munis d'un badge de la saison en cours (1<sup>er</sup> octobre 2012 - 30 septembre 2013) peuvent accéder à la réservation.
- La durée de jeu en simple et en double est fixée à 1 heure (heures pleines à heures pleines).
- Fermeture de la caisse, pour l'achat d'invitations notamment, à 21h (19h durant la période d'ouverture des terres battues).
- Les heures ouvertes à la réservation sont définies en heures creuses et en heures pleines :
  - Heures creuses : du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 14h à 18h.
  - Heures pleines : du lundi au vendredi de 12h à 14h et de 18h à 22h, les samedis et dimanches de 8h à 22h.

## **B) Réservations**

### **1) Règles applicables pour toutes réservations**

- La réservation se fait par les adhérents, au plus tôt 48h à l'avance.  
Exemple : un adhérent peut réserver par téléphone, sur place ou par internet, un terrain pour le mercredi à partir du lundi 9h ; pour le jeudi, la réservation se fera à partir du mardi précédent à 9h.
- Sur les trois jours ouverts à la réservation, l'adhérent ne peut pas avoir simultanément plus de trois réservations (dont deux en heures pleines maximum).
- Lors de la réservation d'un court, l'adhérent doit indiquer s'il souhaite jouer en simple ou en double et doit donner les 2 noms des adhérents (4 noms pour le double).
- Pour confirmer la réservation, les adhérents doivent déposer leur badge à l'accueil, au minimum 5 minutes avant la séquence de jeu. Ce délai passé, la réservation sera annulée.
- Pour les jeux en simple : 2 badges par court et par heure.
- Pour les jeux en double : 4 badges par court et par heure.
- Toute présence non validée par un badge déposé à l'accueil entraînera des sanctions.
- Pour annuler une réservation, l'adhérent se doit de prévenir l'accueil des Tennis Municipaux le plus tôt possible ou de procéder lui-même à l'annulation par internet. Si l'annulation n'est pas effectuée 4 heures avant la partie, l'adhérent ne pourra avoir accès aux terrains durant 48 heures et s'il devait jouer avec « un invité », son invitation sera décomptée de son « crédit invité ».
- Les badges sont nominatifs, en cas d'utilisation frauduleuse du badge, celui-ci sera confisqué. La restitution se fera auprès de la Direction des Tennis, au titulaire du badge uniquement. Le fautif s'expose à une sanction.
- Le fait d'utiliser le login d'un autre adhérent, est également de nature à entraîner une sanction.
- Il est interdit de réserver 2 heures consécutives. Une fois l'heure terminée si la suivante est libre, il est possible de la réserver via la borne située à l'accueil.

### **2) Horaires des réservations sur place ou par téléphone au 01.45.06.74.51**

- du lundi au vendredi de 9h à 18h
- le samedi : 9h à 18h
- le dimanche : de 9h à 13h et de 14h à 18h

En dehors de ces horaires la borne de réservation située à l'accueil reste disponible.

### **3) Spécificités de la réservation par Internet**

Chaque adhérent a un identifiant (login) et un mot de passe afin d'accéder à la réservation en ligne. Celui-ci est strictement personnel.

La réservation par internet est disponible 24h/24, 7 jours / 7. La réservation à J+2 est disponible à partir de 9h (comme par téléphone).

La réservation d'un court par internet peut se faire au plus tard 30 minutes avant la séquence de jeu.

## **ARTICLE 2 : LES COURTS EN TERRE BATTUE**

Les courts en terre battue sont ouverts à partir de mi-avril (jusqu'à fin octobre) si les conditions météo le permettent.

Afin de maintenir les terrains en bon état et pour le respect des adhérents, les joueurs sortant des courts en terre battue doivent systématiquement passer le filet d'entretien, balayer les lignes et arroser si nécessaire.

Le personnel des tennis municipaux peut interdire l'accès des courts si leur utilisation risque d'entraîner une dégradation des surfaces (notamment en cas de pluie).

Les joueurs doivent avoir des chaussures adaptées à la pratique du tennis sur terre battue. Dans le cas contraire, ils se verraient refuser l'accès aux terrains.

### **ARTICLE 3 : LES INVITATIONS**

Un adhérent peut acquérir des invitations pour convier une ou plusieurs personnes non adhérentes. Chaque invitation équivaut à la location d'un court pendant une heure. Le nombre maximum autorisé de personnes invitées est de trois.

Les adhérents peuvent renouveler l'achat d'invitations autant de fois qu'ils le souhaitent.

Les adhérents sont responsables de leurs invités, qui doivent bien entendu respecter ledit règlement.

La Direction des Tennis peut interdire ou suspendre temporairement la délivrance d'invitations à tout adhérent dont les invités auraient commis un acte contraire aux dispositions du présent règlement.

### **ARTICLE 4 : LA LOCATION HORAIRE (pour les personnes qui ne sont pas adhérents)**

Toute personne intéressée par une location horaire se présente à l'accueil ou au bureau de Direction pour louer un court (durée de jeu : 1 heure). La location est ouverte du lundi au vendredi entre 11h00 et 15h00 (d'heures pleines à heures pleines).

Il n'est pas possible de réserver à l'avance. Après avoir réglé la location, les joueurs sont soumis au règlement intérieur des Tennis Municipaux.

Si plus de 30 minutes ont été jouées la location ne sera pas remboursée, en cas de pluie notamment.

### **ARTICLE 5 : ENTRAÎNEMENTS, MANIFESTATIONS SPORTIVES, STAGES**

Les cours collectifs et leçons particulières sont dispensés exclusivement par les moniteurs de tennis diplômés d'état, habilités par le service des sports de la ville de Puteaux. Ces moniteurs ont un accès privilégié au logiciel de réservation afin de pouvoir planifier leurs leçons.

Toute personne extérieure prise sur le fait en train de donner une leçon particulière ou un cours collectif se verra interdit d'accès aux courts.

Les créneaux ci-dessous peuvent être modifiés par la direction des sports.

#### **A) COURS COLLECTIFS ADULTES (réservés aux adhérents)**

<b>Lundi</b>	18h – 22h	Court n°2
<b>Mardi</b>	19h – 22h	Court n°12
<b>Mercredi</b>	19h – 22h	Court n°12
<b>Jedi</b>	19h – 22h	Court n°12
<b>Vendredi</b>	19h – 22h	Courts n°2 et 12
<b>Samedi</b>	09h– 14h	Court n°12

#### **B) COURS DE L'ECOLE MUNICIPALE DE TENNIS**

<b>Mercredi</b>	09h - 13h / 14h - 19h	Courts n°1, 2 et 3 (cours extérieurs en fonction de la météo)
	14h - 19h	Courts 13, 14 et 15 après les vacances de pâques
<b>Vendredi</b>	17h - 18h	Court n°2
<b>Samedi</b>	09h - 12h	Courts n° 1 et 2
<b>Samedi</b>	12h-18h	Court n° 2
<b>Samedi</b>	09h-13h et 14h-17h	Courts n°13, 14 et 15 (après les vacances de pâques ou en cas de fermeture exceptionnelle du Hall des Sports)



## C) STAGES EN PERIODES DE VACANCES SCOLAIRES

Des stages aux vacances de la toussaint, de Noël, d'hiver, de printemps et durant le mois de juillet sont organisés.

<b>Lundi au vendredi</b>	10h-12h 14h-16h 19h-21h	Courts n°4, 5 et 6 (courts n°1, 2 et 3 en cas de pluie) Les horaires peuvent être modifiés en cas de forte demande d'inscription
--------------------------	-------------------------------	---

## D) CRENEAUX RESERVES AUX ENTRAINEMENTS DU CSMP

<b>Lundi</b>	17h30 – 22h 17h30 – 20h30	Court n°1 Court n°4
<b>Mardi</b>	18h30 – 22h 17h30 – 20h30 20h30 – 22h	Court n°1 Court n°4 Court n°2
<b>Mercredi</b>	19h – 22h 9-12h	Court n°1 et n°2 Court n°7
<b>Jendredi</b>	14h00 – 15h00 17h30 – 22h00 19h00 – 22h00 17h30 – 19h00	Court n°1 Court n°1 Court n°2 Court n°4
<b>Vendredi</b>	17h30 – 19h00 18h00 – 19h00 18h00 – 22h00	Court n°4 Court n°2 Court n°1
<b>Samedi</b>	14h00 – 17h00	Court n°12

## E) MANIFESTATIONS SPORTIVES (COMPETITIONS, MATCHS PAR EQUIPES, TOURNOIS)

Les créneaux ci-dessus peuvent être modifiés en fonction de l'organisation de manifestations sportives ou d'animations par le CSMP Tennis ou la Ville de Puteaux.

Les courts réservés pour ces manifestations seront selon les besoins : terres battues, courts couverts, quicks.

## 2. DISCIPLINE ET SECURITE

### ARTICLE 6 : DISCIPLINE

- Pour des raisons de sécurité, les adhérents s'engagent à respecter les mesures imposées par le personnel municipal.
- Une tenue vestimentaire correcte est exigée dans l'enceinte des Tennis Municipaux. Il est interdit, en particulier, d'être torse nu sur les courts.
- Le port de chaussures spécifiques au tennis est obligatoire pour accéder aux courts.
- Une éthique sportive est indispensable au sein du club et les adhérents se doivent de respecter les règles de bienséance et de bonne conduite sur les courts.
- La direction des sports se réserve le droit de refuser l'inscription ou la réinscription de toute personne ayant fait preuve d'un comportement inapproprié.
- En cas de non-respect du règlement intérieur, l'autorité territoriale pourra prendre les sanctions suivantes :
  - Avertissement (rappel à l'ordre par écrit, stipulant que le prochain non respect du règlement entraînera une exclusion temporaire)
  - Exclusion temporaire d'une semaine
  - Exclusion définitive

## ARTICLE 7 : INTERDICTIONS

- Il est interdit de fumer sur les courts.
- L'usage des trottinettes, patins à roulettes, planches à roulettes, vélos, motos et autos est interdit dans l'enceinte des Tennis Municipaux.
- Le stationnement des deux roues est interdit dans l'enceinte des Tennis Municipaux.
- Les chiens, mêmes tenus en laisse, ne sont pas admis dans l'enceinte des Tennis Municipaux.

## **3. RESPONSABILITES**

### ARTICLE 8 :

- Les enfants sont sous la responsabilité et la surveillance de leurs parents.
- La ville de Puteaux n'est pas responsable des objets personnels des adhérents notamment en cas de dégradation, de perte ou de vol, y compris sur les parkings extérieurs.
- Une demande de remboursement n'est recevable que pour un arrêt médical de longue durée.
- Le personnel municipal est habilité à faire respecter le présent règlement.

25 JUIN 2012



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'HEADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine-Défense

DÉPARTEMENT  
des HAUTS DE SEINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ

19649

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**DON D'UNE SERIE DE DOCUMENTS D'ARCHIVES RELATIFS AUX MARQUES  
HUTCHINSON, UNIC, COTY, A L'ARSENAL, A LA PREMIERE GUERRE MONDIALE, A  
LA VILLE DE PUTEAUX ET A LA FAMILLE KEYMEULEN**

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Considérant qu'il y a lieu d'accepter le don par Madame Muriel DAMOIZEAU (6 rue de l'Ept, 78270 Limetz-Ville), d'une série de documents d'archives dont la liste se trouve en annexe,

Vu le rapport du service des Archives Municipales en date du 5 juin 2012, ci annexé :

### ARRETÉ

**Article 1** : Autorise le Maire à l'acceptation du don d'une série de documents d'archives.

**Article 2** : Ces documents rejoindront les fonds du service des Archives municipales.

**Article 3** : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le préfet des Hauts-de-Seine

Fait à Puteaux, le      - 5 JUIL. 2012

Le Maire,

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet  
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale  
et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal  
Administratif compétent dans un délai de 2 mois  
à compter de sa publication/notification.

DÉPARTEMENT  
des HAUTS DE SEINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ

19648

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### DON D'UNE CARTE ROUTIERE DE LA MARQUE DE DION BOUTON

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Considérant qu'il y a lieu d'accepter le don par Monsieur Philippe ROUEDE (domicilié au 51 rue des Marronniers, BP11, 91550 Paray-Vieille-Poste) d'une carte routière de la marque De Dion-Bouton de la région d'Orléans et non datée,

Vu le rapport du service des Archives Municipales en date du 5 juin 2012, ci annexé :

### ARRETÉ

**Article 1 :** Autorise le Maire à l'acceptation du don d'une carte routière de la marque De Dion-Bouton.

**Article 2 :** Cette carte rejoindra le fonds d'archives consacré à la marque De Dion-Bouton et sera destinée à l'Atelier Gaston Garino (5 rue Agathe / 18 rue Parmentier).

**Article 3 :** Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le préfet des Hauts-de-Seine

Fait à Puteaux, le - 5 JUIL. 2012

Le Maire,

Joëlle CECCAUDI-RAYNAUD

Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

# MAIRIE DE PUTEAUX

ARRETE TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623-20120625-19506-A1

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**DON D'UN TABLEAU « A Louis Lecoq » du peintre Roland BIERGE**  
Huile sur toile 100 x 81 cm de 1972

**DON DE 12 LITHOGRAPHIES signées de Roland BIERGE.**  
**A LA VILLE DE PUTEAUX**

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008 octroyant délégation de pouvoirs au Maire,

Considérant qu'il y a lieu d'accepter le don d'un tableau « A Louis Lecoq » du peintre Roland BIERGE en date du 15 juin 2012, et le don de 12 lithographies signées de Roland BIERGE.

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Accepte le don d'un tableau « A Louis Lecoq » du peintre Roland BIERGE et le don de 12 lithographies signées de Roland BIERGE.

**ARTICLE 2 :** Ce tableau et ces 12 lithographies signées seront remis à la Ville de Puteaux.

**ARTICLE 3 :** Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- \* Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- \* Monsieur le Receveur Municipal de Puteaux.

Fait à Puteaux, le

25 JUIN 2012

Le Maire,

al

Joëlle CECALDI-RAYNAUD  
Président de l'EPADESA

Vice-Président de la communauté d'agglomération Seine-Défense

Objet : demande de procès-verbal de constat

# MAIRIE DE PUTEAUX

ARRÊTÉ TELETRANSMIS EN  
PREFECTURE

AR n° 092-219200623 9 mai 2012 19186 A1

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,  
Député des Hauts-de-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L.2122-22, alinéa 11°,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 mars 2008 portant délégation d'attribution à Madame le Maire pendant la durée de son mandat,

Considérant qu'il est nécessaire de faire constater aux fins d'expertise et de contrôle différents travaux de voirie,

### ARRETE

#### ARTICLE 1 :

Il est confié à SCP VENEZIA-LAVAL-LODIEU, Huissiers de Justice Associés, 130 avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE, le soin de rédiger un procès-verbal de constat relatif à la réalisation de travaux de voirie effectués sur la Commune.

#### ARTICLE 2 :

La dépense sera prélevée sur le crédit inscrit au budget de l'exercice 2012.

#### ARTICLE 3 :

Ampliation du présent acte sera adressée à :

- Monsieur le Représentant de l'Etat dans le département ;
- Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de Puteaux ;
- la SCP VENEZIA-LAVAL-LODIEU

Fait à Puteaux, le

06 JUIN 2012



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Député des Hauts-de-Seine



19334

Institution  
de la régie de recettes  
pour les événements du Conservatoire

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Ville de Puteaux

Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal en date du 04 juin 2012 ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** il est institué une régie de recettes pour les événements du Conservatoire.

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée au 157 rue de la République, 92 800 Puteaux.

**ARTICLE 3 :** La régie encaisse les produits liés aux manifestations et événements payants organisés par le Conservatoire.

**ARTICLE 4 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire,
2. Par chèque bancaire ou postal.

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 3 000 €.

**ARTICLE 6 :** Un fonds de caisse d'un montant de 50 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7 :** L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de celui-ci.

**ARTICLE 8 :** Le régisseur titulaire est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur titulaire verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des recettes encaissées accompagnée des justificatifs des opérations de recettes à l'issue de chaque manifestation. Le dernier versement devant être effectué avant le 31 décembre de l'année.

**ARTICLE 10 :** Le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est estimé inférieur à 1 000 €.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon application de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 13 :** Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité de responsabilité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 14 :** Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 15 :** Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants peuvent contracter une assurance en vue de couvrir tout ou une partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

**ARTICLE 16 :** Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

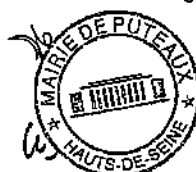
**ARTICLE 17 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

Fait à Puteaux le, **15 JUIN 2012**

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.



Institution  
de la régie de recettes  
pour la Halte Culturelle Bellini.

# MAIRIE DE PUTEAUX

Le Maire de la Ville de Puteaux

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal en date du 04 juin 2012 ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** il est institué une régie de recettes pour la Halte Culturelle Bellini

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée au 5 rue Jean Jaurès, 92 800 Puteaux.

**ARTICLE 3 :** La régie encaisse les produits liés à la perception sur place des recettes suivantes :

- Des cautions,
- Des droits d'inscriptions pour les hors putéoliens,
- Des remboursements des documents en cas de perte, de dégradation ou non restitution,
- Frais liés à la perte de la carte d'adhérent.

**ARTICLE 4 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire,
2. Par chèque bancaire ou postal.

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 700 €.

**ARTICLE 6 :** Un fonds de caisse d'un montant de 50 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7 :** L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de celui-ci.

**ARTICLE 8 :** Le régisseur titulaire est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois.



**ARTICLE 9 :** Le régisseur titulaire verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par semaine, le dernier versement devant être effectué avant le 31 décembre de l'année.

**ARTICLE 10 :** Le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est estimé inférieur à 1 000 €.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon application de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 13 :** Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité de responsabilité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 14 :** Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 15 :** Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants peuvent contracter une assurance en vue de couvrir tout ou une partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

**ARTICLE 16 :** Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 17 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

Fait à Puteaux le, **25 JUIN 2012**

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.



20283

Institution  
de la régie de recettes  
pour le Cinéma Le Central

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Ville de Puteaux

Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 6 juillet 2012, donnant délégation au Maire pour la résiliation de la délégation de service public et la reprise en régie directe de l'exploitation du cinéma Le Central ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal en date du 26 juillet 2012 ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Il est institué une régie de recettes pour l'exploitation du cinéma Le Central.

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée au 136 rue de la République, 92 800 Puteaux.

**ARTICLE 3 :** La régie encaisse les produits liés à l'exploitation du cinéma Le Central :

- Les places individuelles ;
- Les places de groupes ;
- Les locations de salles pour événements ;
- Les organisations d'anniversaire ;
- Les cartes d'abonnement ;
- Les tarifs exceptionnels selon événements ;
- Les places du dispositif ciné-école ;
- Les confiseries et les boissons.

**ARTICLE 4 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire,
2. Par chèque bancaire ou postal,
3. Par carte bancaire.

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 4500 €.

**ARTICLE 6 :** Un fonds de caisse d'un montant de 600 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7 :** L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de celui-ci.

**ARTICLE 8 :** Le régisseur titulaire est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur titulaire verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des recettes encaissées accompagnées des justificatifs des opérations de recettes au minimum deux fois par mois, le dernier versement devant être effectué avant le 31 décembre de l'année.

**ARTICLE 10 :** Le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est estimé inférieur à 25 000 €.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 13 :** Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité de responsabilité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 14 :** Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 15 :** Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants peuvent contracter une assurance en vue de couvrir tout ou une partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

**ARTICLE 16 :** Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 17 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

Fait à Puteaux le, 31 AOUT 2012

Alain PINATEAU

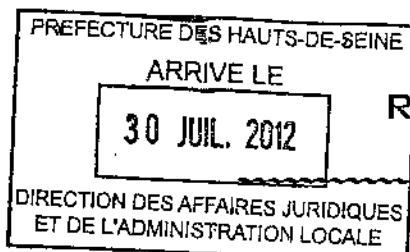
Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet  
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale  
et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal  
Administratif compétent dans un délai de 2 mois à  
compter de sa publication/notification.



4ème modification de l'institution  
de la régie de recettes pour  
les marchés forains et braderies de Puteaux

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Ville de Puteaux

Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005, relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics, et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu les arrêtés du Maire en date des 19 décembre 2001 (n°2 871), 30 juillet 2008 (n° 1 808), du 4 août 2009 (n°7 492) et du 19 juin 2012 (n°19 346) modifiant et instituant la régie de recettes pour les marchés forains et braderies de Puteaux ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les articles 2 et 3 de ladite régie, pour changer le siège de la régie, percevoir les droits de place aux divers salons, et supprimer les droits d'accès aux toilettes du marché Chantecoq.

Vu l'avis favorable du Directeur Général Adjoint des Services en date du 18 juillet 2012 ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal en date du 19 juillet 2012 ;

### ARRETE :

**ARTICLE 1 :** Il est confirmé une régie de recettes pour les marchés forains et braderies de Puteaux.

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée auprès du service des marchés forains, situé 4 Allée du Marché 92 800 Puteaux.

**ARTICLE 3 :** La régie encaisse des produits liés à la perception sur place des recettes suivantes :

- 1) Perception des droits de place aux marchés, braderies et vide greniers de Puteaux,
- 2) Droits de stationnement des véhicules des commerçants,
- 3) Toutes recettes exceptionnelles ne dépassant pas la somme de 76 €,
- 4) Droit de place pour les salons organisés par la Ville de Puteaux,
- 5) Perception des droits d'accès aux animations lors des guinguettes.

**ARTICLE 4 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire,
2. Par chèque bancaire ou postal,

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 10 000 €.

**ARTICLE 6 :** Un fonds de caisse d'un montant de 80 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7 :** L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de ceux-ci.

**ARTICLE 8 :** Le régisseur titulaire est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum trois fois par mois.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur titulaire verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois, le dernier versement devant être effectué avant le 31 décembre de l'année.

**ARTICLE 10 :** Le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est estimé entre 4 601€ et 7 600 €.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur. Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 13 :** Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité de responsabilité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 14 :** Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants peuvent contracter une assurance en vue de couvrir tout ou une partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

**ARTICLE 15 :** Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 16 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur Trésorier Principal Municipal.

Fait à Puteaux le, **30<sup>er</sup> JUIL. 2012**

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

ARRIVE LE

9 - JUIL. 2012

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE L'ADMINISTRATION

1<sup>ère</sup> modification de l'arrêté du 26 mai 1999 (n°13674 et n°13675), et du 20 juin 2001 (n°1321), instituant et modifiant la régie de recettes temporaire pour la résidence des Trois Hameaux à Ploëmeur

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Ville de Puteaux

Vu le code des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976, et son arrêté du 29 juillet 2005 portant application de l'article 11, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu l'arrêté du Maire en date du 8 juillet 2002 (n°5 296) instituant et modifiant la régie de recettes temporaire pour la Résidence des Trois Hameaux à Ploëmeur ;

Vu la demande formulée par le Trésorier Principal Municipal en date du 21 juin 2012 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article 4 de la présente institution.

### ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – A compter du rendu exécutoire du présent arrêté, les arrêtes du Maire en date du 26 mai 1999 (n°13674 et n°13675), et du 20 juin 2001 (n°1321), instituant et modifiant la régie de recettes temporaire pour la Résidence des Trois Hameaux à Ploëmeur, sont abrogés.

**ARTICLE 2** - Il est institué une régie de recettes temporaire auprès du service des Centres de Vacances de la Mairie de Puteaux, pour la période d'ouverture, définie chaque année dans l'arrêté de nomination du régisseur

**ARTICLE 3** – Cette régie est installée à la Résidence des Trois Hameaux - 56 270 PLOEMEUR



**ARTICLE 4** – La régie encaisse des produits liés à la perception sur place des droits :

- Des locations diverses
- Des recettes du bar
- Des cautions
- Des activités Club Jeunesse et Arts Plastiques.

**ARTICLE 5** – Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire
2. Par chèque bancaire ou postal

**ARTICLE 6** – L'intervention de préposés a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de ceux-ci.

**ARTICLE 7** - Un fonds de caisse d'un montant de 152 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 8** – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 575 €.

**ARTICLE 9** – Le régisseur est tenu de verser au Receveur Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 10** – Le régisseur verse auprès du Receveur Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois, le dernier versement devant être effectué dès son retour après fermeture du Centre de Vacances.

**ARTICLE 11** – Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12** – Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 13** – Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur, pour la durée durant laquelle il assurera le fonctionnement effectif de la régie.

**ARTICLE 14** – Le régisseur est invité à souscrire une assurance « vol de fonds » pour la durée de ses fonctions.

**ARTICLE 15** – Le Maire et le Receveur Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 16** – Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-seine
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal

Fait à Puteaux le - 6 JUL. 2012

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet  
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale  
et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal  
Administratif compétent dans un délai de 2 mois à  
compter de sa publication/notification.



19864

1<sup>ère</sup> modification de l'institution  
de régie de Recettes pour l'Hôtel  
du Crêt du Loup à la Clusaz

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Ville de Puteaux

Vu le code des collectivités territoriales et son article L2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 28 mai 2013 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptibles d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu le rapport émis par le Directeur Général Adjoint en date du 21 juin 2012 ;

Considérant qu'il a lieu de modifier l'article 3 de l'institution de régie pour l'hôtel du Crêt du Loup à La Clusaz ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal, en date du 22 juin 2012 ;

### ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Il est institué une régie de recettes auprès du service Vacances de la Mairie de Puteaux.

**ARTICLE 2** – Cette régie est installée à l'Hôtel « Le Crêt du Loup » - 74220 La Clusaz, résidence de vacances de Puteaux.

**ARTICLE 3** – La régie encaisse des produits liés à la perception sur place

- des consommations du bar,
- du téléphone,
- des repas supplémentaires,
- des transports lors des excursions.

**ARTICLE 4** – Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1/ : Numéraire

2/ : Chèque bancaire ou postal

**ARTICLE 5** – Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 530 €.

**ARTICLE 6** - Un fonds de caisse d'un montant de 80 €, est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7** – Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 8** – Le régisseur titulaire verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois, le dernier versement devant être effectué avant le 31 décembre de l'année.

**ARTICLE 9** – Le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est estimé inférieur à 1 220 €.

**ARTICLE 10** – Le régisseur titulaire n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11** – Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12** – Le régisseur suppléant percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur, pour la durée effective de fonctionnement de la régie.

**ARTICLE 13** – Le régisseur titulaire est invité à souscrire une assurance « vol de fonds » pour la durée de ses fonctions.

**ARTICLE 14** – Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 15** – Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur Le Préfet de Hauts-de-seine
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal

Fait à Puteaux le - 6 JUIL. 2012

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet  
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale  
et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal  
Administratif compétent dans un délai de 2 mois à  
compter de sa publication/notification.

# DÉPARTEMENT

des Hauts-de-Seine

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

ARRIVE LE RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

9 - JUIL 2012

19663

3<sup>ème</sup> Modification de l'institution

de la régie de Recettes temporaire

pour la Marine de Caprone

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE

## MAIRIE DE PUTEAUX

Le Maire de la Ville de Puteaux

### ARRÊTÉ DU MAIRE

Vu le code des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976, et son arrêté du 29 juillet 2005 portant application de l'article 11, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu les arrêtés du Maire en date du 10 juin 2002 (n°4996), du 11 juin 2004 (n° 12 263), et du 13 juin 2008 (n° 994) instituant et modifiant la régie de recettes temporaire pour la Marine de Caprone ;

Vu la demande formulée par le Trésorier Principal Municipal, en date du 20 juin 2012 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article 2 de l'institution de régie.

### ARRETE

**ARTICLE 1** – Il est confirmé une régie de recettes Temporaire installée à la Résidence de la Marine de Caprone – 20 240 GHISONACCIA.

**ARTICLE 2** – La régie encaisse des produits liés à la perception sur place des droit :

- des repas et boissons servis
- de locations diverses
- des activités Club Jeunesse et Arts Plastiques

**ARTICLE 3** – Les recettes désignées à l'article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire
2. Par chèque bancaire ou postal

**ARTICLE 4** - Trois fonds de caisse d'un montant de 100 € (cent euros) chacun soit un total de 300 € (trois cent euros), sont mis à disposition du régisseur titulaire.

**ARTICLE 5** – L'intervention de mandataires suppléants a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de ceux-ci.

**ARTICLE 6** – Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 525 €.

**ARTICLE 7** – Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 8** – Le régisseur verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois, le dernier versement devant être effectué dès son retour après fermeture du Centre de Vacances.

**ARTICLE 9** – Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10** – Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon application de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11** – Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation de fonds, des valeurs et pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 12** – Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 13** – Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants sont invités à souscrire une assurance « vol de fonds » en vue de couvrir toute ou partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire pour la durée de leurs fonctions.

**ARTICLE 14** – Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 15** – Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

Fait à Puteaux le

- 6 JUL. 2012

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'ÉPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet  
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale  
et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal  
Administratif compétent dans un délai de 2 mois à  
compter de sa publication/notification.

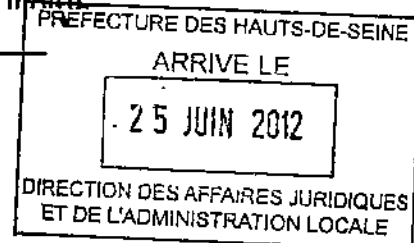


# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

2<sup>ème</sup> modification de l'Institution de la régie de  
de recettes pour la médiathèque Jules Verne.

Le Maire de la Ville de Puteaux



Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général  
sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire  
des régisseurs ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes,  
des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des  
établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général  
des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001  
relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et  
de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de  
l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux  
régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé  
à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au  
Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de  
recettes ;

Vu les arrêtés du Maire en date du 31 janvier 2002 (n° 3 382) et du 27 juin 2008 (n° 1 299)  
instituant et modifiant la régie de recettes pour la médiathèque Jules Verne.

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal en date du 4 juin 2012 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'intitulé et l'adresse de ladite régie, suite à l'ouverture  
de la médiathèque Bellini ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** La régie de recettes pour les bibliothèques municipales « Halte culturelle et  
médiathèque Jules Verne » est modifiée comme suit et devient « régie de recettes pour la  
Médiathèque Jules Verne.

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée à la médiathèque Jules Verne située au 4 rue Marcelin  
Berthelot 92 800 Puteaux et percevra les recettes de celle-ci.

**ARTICLE 3** : La régie encaisse des produits liés à la perception sur place des recettes :

- 1) Des inscriptions, remboursement des livres égarés,
- 2) Des adhésions, de vidéos et de disques,
- 3) Des frais de photocopies sollicitées par les adhérents,
- 4) Des chèques de caution.

**ARTICLE 4** : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire,
2. Par chèque bancaire ou postal.

**ARTICLE 5** : Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 150 €.

**ARTICLE 6** : Un fonds de caisse d'un montant de 80 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7** : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de celui-ci.

**ARTICLE 8** : Le régisseur titulaire est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 9** : Le régisseur titulaire verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois, le dernier versement devant être effectué avant le 31 décembre de l'année.

**ARTICLE 10** : Le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est inférieur à 1 220 €.

**ARTICLE 11** : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon application de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 13** : Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité de responsabilité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 14** : Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 15** : Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants peuvent contracter une assurance en vue de couvrir tout ou une partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

**ARTICLE 16** : Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 17** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

Fait à Puteaux le, 25 JUIN 2012

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.



3ème modification de l'institution  
de la régie de recettes pour  
les marchés forains et braderies de Puteaux

# MAIRIE DE PUTEAUX



## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Ville de Puteaux

Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005, relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics, et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu les arrêtés du Maire en date des 19 décembre 2001 (n°2 871), 30 juillet 2008 (n° 1 808) modifiant et instituant la régie de recettes pour les marchés forains et braderies de Puteaux ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article 3 de ladite régie, pour percevoir les droits d'accès aux animations lors des guinguettes.

Vu l'avis favorable du Directeur Général Adjoint des Services en date du 11 juin 2012 ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal en date du 12 juin 2012 ;

### ARRETE :

**ARTICLE 1 :** Il est confirmé une régie de recettes pour les marchés forains et braderies de Puteaux.

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée auprès du service de la Police Municipale, située rue Chantecoq 92 800 Puteaux.

**ARTICLE 3** : La régie encaisse des produits liés à la perception sur place des recettes suivantes :

- 1) Perception des droits de place aux marchés, braderies et vide greniers de Puteaux,
- 2) Droits de stationnement des véhicules des commerçants,
- 3) Droits d'accès aux toilettes du marché Chantecoq,
- 4) Toutes recettes exceptionnelles ne dépassant pas la somme de 76 €,
- 5) Droit de place pour le Salon du goût et des saveurs.
- 6) Perception des droits d'accès aux animations lors des guinguettes.

**ARTICLE 4** : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire,
2. Par chèque bancaire ou postal,

**ARTICLE 5** : Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 10 000 €.

**ARTICLE 6** : Un fonds de caisse d'un montant de 80 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7** : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de ceux-ci.

**ARTICLE 8** : Le régisseur titulaire est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum trois fois par mois.

**ARTICLE 9** : Le régisseur titulaire verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois, le dernier versement devant être effectué avant le 31 décembre de l'année.

**ARTICLE 10** : Le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est estimé entre 4 601€ et 7 600 €.

**ARTICLE 11** : Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12** : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur. Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 13** : Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité de responsabilité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 14** : Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants peuvent contracter une assurance en vue de couvrir tout ou une partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

**ARTICLE 15** : Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 16** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

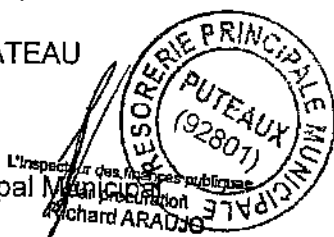
- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur Trésorier Principal Municipal.

Fait à Puteaux le,

18 JUIN 2012

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



L'inspecteur des finances publiques  
en fonction  
Richard ARADJO

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD



Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

DÉPARTEMENT  
des Hauts-de-Seine

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

ARRIVE LE

18 JUL. 2012

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

19882

4<sup>ème</sup> Modification de l'Institution  
de la régie de Recettes temporaire  
pour la Marine de Caprone  
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE

# MAIRIE DE PUTEAUX

Le Maire de la Ville de Puteaux

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Vu le code des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976, et son arrêté du 29 juillet 2005 portant application de l'article 11, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu les arrêtés du Maire en date du 10 juin 2002 (n°4996), du 11 juin 2004 (n° 12 263), du 13 juin 2008 (n° 994) et du 9 juillet 2012 (n°19 663) instituant et modifiant la régie de recettes temporaire pour la Marine de Caprone ;

Vu la demande formulée par le Trésorier Principal Municipal, en date du 12 juillet 2012 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article 2 de l'institution de régie.

### ARRETE

**ARTICLE 1** – Il est confirmé une régie de recettes Temporaire installée à la Résidence de la Marine de Caprone – 20 240 GHISONACCIA.

**ARTICLE 2** – La régie encaisse des produits liés à la perception sur place des droit :

- des repas et boissons servis
- de locations diverses
- des activités Club Jeunesse et Arts Plastiques
- des cours particuliers de tennis
- des cours de voile

**ARTICLE 3** – Les recettes désignées à l'article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire
2. Par chèque bancaire ou postal

**ARTICLE 4** – Trois fonds de caisse d'un montant de 100 € (cent euros) chacun soit un total de 300 € (trois cent euros), sont mis à disposition du régisseur titulaire.

**ARTICLE 5** – L'intervention de mandataires suppléants a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de ceux-ci.

**ARTICLE 6** – Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 525 €.

**ARTICLE 7** – Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 8** – Le régisseur verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois, le dernier versement devant être effectué dès son retour après fermeture du Centre de Vacances.

**ARTICLE 9** – Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10** – Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon application de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11** – Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation de fonds, des valeurs et pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 12** – Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 13** – Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants sont invités à souscrire une assurance « vol de fonds » en vue de couvrir toute ou partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire pour la durée de leurs fonctions.

**ARTICLE 14** – Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 15** – Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal.



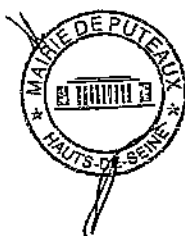
Fait à Puteaux le

18 JUL. 2012

Alain PINATEAU

L'Inspecteur des finances publiques  
Par procuration  
Richard ARAUJO

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère  
exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet  
d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale  
et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal  
Administratif compétent dans un délai de 2 mois à  
compter de sa publication/notification.

19953

DÉPARTEMENT

des Hauts-de-Seine

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

7<sup>ème</sup> Modification de l'institution de la régie d'avances pour les services administratifs de la Ville

Le Maire de la Ville de Puteaux  
Député des Hauts-de-Seine

Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu les arrêtés instituant et modifiant la régie d'avances des services administratifs en date des 17 décembre 2001 (n°2 802), 8 juillet 2002 (n° 5 300), 11 octobre 2002 (n° 6 217), 23 novembre 2006 (n° 24 389), 3 juillet 2008 (n°1 427), du 23 juin 2009 (n°6 874) et du 29 mars 2011 (n° 14 391) ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal en date du 4 juin 2012 ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article 4 afin de compléter les dépenses en cartes bancaires ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A compter du rendu exécutoire du présent arrêté, ladite régie est modifiée comme suit :

**ARTICLE 2 :** Il est confirmé une régie d'avances des services administratifs auprès du service Financier de la Ville de Puteaux.

**ARTICLE 3 :** Cette régie est installée au 131, rue de la République – 92 800 Puteaux.

**ARTICLE 4 :** La régie paie les dépenses suivantes :

- liées aux menues dépenses :

- Fournitures diverses et petit matériel de bureau,
- Ouvrages et documents administratifs,
- Frais postaux (Chronopost, colis...),
- Toute dépense urgente de matériel et de fonctionnement d'un montant inférieur à 800 €.
- Paiements Internet inférieurs à 800 € auprès de fournisseurs ne pouvant être réglés par mandat administratif.

- liées aux remboursements :

- Frais de carburant,
- Frais de péages,
- Frais de transport,
- Fournitures et prestations pour les véhicules municipaux.

- liées aux frais de mission :

- Avances sur frais de mission,
- Remboursement sur frais de mission en l'absence d'avances.

**ARTICLE 5 :** Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlements suivants :

- 1/ : numéraire,
- 2/ : chèque bancaire,
- 3/ : carte bancaire.

**ARTICLE 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésorier Principal Municipal.

**ARTICLE 7 :** Le Montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 7 000 € (dont 2 000 € en numéraire).

**ARTICLE 8 :** Le régisseur verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de dépenses au minimum une fois par mois, le dernier versement devant être effectuer avant le 31 décembre de l'année en cours.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, et selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11 :** Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité de responsabilité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 13 :** Le régisseur est invité à souscrire une assurance « vol de fonds » pour la durée de ses fonctions.

**ARTICLE 14 :** Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 15 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

Fait à Puteaux le

30 JUIL. 2012

Alain PINATEAU

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCA DI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Député des Hauts-de-Seine

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.



## DÉPARTEMENT

des Hauts-de-Seine

1<sup>ère</sup> modification de

L'institution de la régie

de recettes des locations de salles  
et de matériel auprès du Service de la Caisse Centrale



LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

# MAIRIE DE PUTEAUX

Le Maire de la Ville de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine Défense

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Vu le Code général des collectivités territoriales et son article L.2122-22 alinéa 7 ;

Vu l'article 18 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies d'avances et de recettes des collectivités locales et des établissements publics locaux codifiés aux articles R.1617-1 à R.1617-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2008, donnant délégation au Maire pour la création des régies d'avances, régies de recettes et régies d'avances et de recettes ;

Vu l'arrêté du Maire en date du 26 août 2011 (n°16 260) instituant une régie de recette pour la location de salles et de matériel auprès du service de la Caisse Centrale ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Principal Municipal en date du 13 septembre 2012 ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** il est confirmé une régie de recettes auprès du service de la Caisse Centrale de la Ville de Puteaux.

**ARTICLE 2 :** Cette régie est installée au 131, rue de la République 92 800 Puteaux.

**ARTICLE 3 :** La régie encaisse les produits liés à la perception sur place des recettes suivantes :

- Des locations de salles municipales,
- Des cautions pour les locations de salles,
- Des locations de matériel,
- Des cautions pour les locations de matériel,
- Des salles et des bungalows auprès du centre de vacances,
- Des cautions pour les locations de salles et de bungalows auprès des centres de vacances.

**ARTICLE 4 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. En numéraire,
2. Par chèque bancaire ou postal.

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum de l'encaisse (en numéraire) que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 5 000 €.

**ARTICLE 6 :** Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7 :** L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de celui-ci.

**ARTICLE 8 :** Le régisseur titulaire est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur titulaire verse auprès du Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par semaine, le dernier versement devant être effectué avant le 31 décembre de l'année.

**ARTICLE 10 :** Le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est estimé inférieur à 5 000 €.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur est assujéti à un cautionnement selon application de la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 13 :** Lorsque les mandataires suppléants assurent le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois, ils sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations de la régie et peuvent percevoir une indemnité de responsabilité pendant la période effective où ils exercent la fonction de régisseur.

**ARTICLE 14 :** Le régisseur titulaire est responsable personnellement et pécuniairement des opérations (conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables, exactitude des décomptes de liquidation) réalisées en son nom et pour son compte par les mandataires.

**ARTICLE 15 :** Le régisseur titulaire et ses mandataires suppléants peuvent contracter une assurance en vue de couvrir tout ou une partie de leur responsabilité personnelle et pécuniaire.

**ARTICLE 16 :** Le Maire et le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 17 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal.

Fait à Puteaux le, **25 SEP. 2012**

Giuseppe SOROSINA

Trésorier Principal Municipal



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la communauté  
d'agglomération Seine-Défense

Le Maire,  
- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.

19354



# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Exercice du Droit de Prémption**  
par la Ville de Puteaux à l'occasion de la vente  
d'un bien (lots n°5-25-39-45-46) appartenant  
aux Consorts DUSART dans la copropriété  
sise 4-6, rue Agathe et cadastré AC n°275.

**Le Maire,**  
**Député des Hauts-de-Seine,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.210-1 et suivants et L.300-1, modifiés par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L.1112-3,

Vu le Plan d'Occupation des Sols partiel n°1, approuvé le 19 décembre 2001, mis en révision le 23 juillet 2002, modifié les 27 novembre 2006, 14 février 2008 et 23 septembre 2009,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 30 juin 1986, 29 janvier 1987 et 24 septembre 1987, décidant et maintenant l'instauration du Droit de Prémption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future figurant au Plan d'Occupation des Sols partiel n° 1 de la Commune et l'extension du Droit de Prémption Urbain aux aliénations et cessions visées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du 27 mars 2008 par laquelle le Conseil Municipal a accordé au Maire, pour la durée de son mandat, délégation pour les matières visées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle relative à l'exercice des droits de prémption,

Vu les formalités de publicité des délibérations susvisées dûment accomplies,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner souscrite par l'étude notariale Sylvain PALENC, représentant les Consorts DUSART, reçue en Mairie le 19 avril 2012, concernant la vente au prix de QUARANTE QUATRE MILLE NEUF CENT VINGT HUIT EUROS (44.928 €) :

- d'un logement composé d'une pièce et cuisine, libre de toute occupation ou location, d'une surface habitable de 21 m<sup>2</sup> environ (lot n°5), situé au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment A ;

- d'un logement composé de deux pièces, libre de toute occupation ou location, d'une superficie de 21 m<sup>2</sup> (lot n°25), situé au rez-de-chaussée du bâtiment B et droit à l'usage des WC dans la cour (bâtiment H) ;
- d'un local composé d'une cuisine d'une superficie inférieure à 8 m<sup>2</sup> (lot n°39), situé au rez-de-chaussée du bâtiment E ;
- d'un débarras situé au rez-de-chaussée (lot n°45) du bâtiment F ;
- d'un débarras situé au rez-de-chaussée (lot n°46) du bâtiment F ;

L'intégralité des lots précités dépendent de la copropriété sise 4-6, rue Agathe, cadastrée section AC n°275.

Vu l'avis de la Direction Générale de la Comptabilité Publique en date du 12 juin 2012,

Considérant que la copropriété, fortement dégradée, sise 4-6, rue Agathe a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'insalubrité remédiable en date du 26 février 2009,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Ville de faire cette acquisition dans le cadre de la constitution d'une réserve foncière en vue de permettre une action de résorption de l'habitat insalubre,

## A R R E T E

**Article 1** : Pour les causes susmentionnées, la Ville de Puteaux exerce le droit de préemption à l'occasion de la vente du bien ayant fait l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner précitée.

**Article 2** : Le prix de **QUARANTE QUATRE MILLE NEUF CENT VINGT HUIT EUROS (44.928 €)** pour le bien cédé, libre de toute occupation ou location, et figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner précitée, est accepté par la Ville de Puteaux.

**Article 3** : Le bénéficiaire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** : Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec accusé de réception par porteur contre décharge à :

\* Etude Sylvain PALENC  
Notaires  
3 Place Clémenceau  
BP 555  
83409 HYERES CEDEX

\* Madame DUSART  
2361 chemin des Borrels  
83400 HYERES

\* Madame Anne-Sophie DUSART  
5 placette des Poiriers  
Résidence La Cerisaie  
78510 TRIELS-SUR-SEINE

\* Monsieur Frédéric Pierre Henri DUSART  
Quartier Saint Jean Le Plan de Soleil  
83390 CUERS

\* Monsieur René-Claude SIGNORET  
13 rue de Plaisance  
92250 LA GARENNE COLOMBES



**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de Puteaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Payeur Général des Hauts-de-Seine.

Fait à Puteaux, le 18 JUIN 2012



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux

1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense

# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Exercice du Droit de Prémption  
par la Ville de Puteaux à l'occasion de la vente  
d'un bien (lot n°147) appartenant  
au Consorts OUADI  
sis 17-19, rue Collin et cadastré Y n°122

Le Maire,



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.210-1 et suivants et L.300-1, modifiés par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L.1112-3,

Vu le Plan d'Occupation des Sols partiel n°1, approuvé le 19 décembre 2001, mis en révision le 23 juillet 2002, modifié les 27 novembre 2006, 14 février 2008 et 23 septembre 2009,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 30 juin 1986, 29 janvier 1987 et 24 septembre 1987, décidant et maintenant l'instauration du Droit de Prémption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future figurant au Plan d'Occupation des Sols partiel n° 1 de la Commune et l'extension du Droit de Prémption Urbain aux aliénations et cessions visées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du 27 mars 2008 par laquelle le Conseil Municipal a accordé au Maire, pour la durée de son mandat, délégation pour les matières visées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle relative à l'exercice des droits de prémption,

Vu les formalités de publicité des délibérations susvisées dûment accomplies,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner souscrite par l'étude notariale STROCK-KLEPPING-GANEM-COHEN, représentant les Consorts OUADI demandant au titulaire du droit de prémption d'acquérir le bien désigné ci-après, reçue en Mairie le 16 mai 2012, concernant la vente au prix de VINGT MILLE EUROS (20.000 €) :

- d'une chambre, libre de toute occupation ou location, d'une surface habitable de 9.02 m² (lot n°147), situé au deuxième étage du bâtiment D et dépendant de la copropriété sise 17-19, rue Collin, cadastrée section Y n°122.

Vu l'avis de la Direction Générale de la Comptabilité Publique en date du 12 juin 2012,

Considérant que le bâtiment D, fortement dégradé et ayant fait l'objet d'un arrêté de péril non-imminent, dépendant de la copropriété sise 17-19, rue Collin, est à proximité immédiate de la Zone d'Aménagement Concerté dite du Théâtre qui rentre en phase opérationnelle,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Ville de faire cette acquisition dans le cadre de la constitution d'une réserve foncière en vue de permettre une action de résorption de l'habitat insalubre,

## **A R R E T E**

**Article 1** : Pour les causes susmentionnées, la Ville de Puteaux exerce le droit de préemption à l'occasion de la vente du bien ayant fait l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner précitée.

**Article 2** : Le prix de **VINGT MILLE EUROS (20.000 €)** pour le bien cédé, libre de toute occupation ou location, et figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner précitée, est accepté par la Ville de Puteaux.

**Article 3** : Le bénéficiaire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** : Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec accusé de réception par porteur contre décharge à :

**\* STROCK KLEPPING GANEM COHEN**  
Notaires  
18, rue Marius Jacotot  
92800 PUTEAUX

**\* Monsieur Mohammed LAAZIZ**  
20 rue Auguste Blanche  
92800 PUTEAUX

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de Puteaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Payeur Général des Hauts-de-Seine.

Fait à Puteaux, le 21 JUIN 2012



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

  
Maire de Puteaux

1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense



# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Exercice du Droit de Préemption  
par la Ville de Puteaux à l'occasion de la vente  
d'un bien (lot n°4) appartenant  
à Messieurs AZNAG et BOULEGHMANE  
sis 7 bis rue Voltaire et cadastré AB n°59

Le Maire,



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.210-1 et suivants et L.300-1, modifiés par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L.1112-3,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Puteaux, approuvé le 16 février 2012, modifié le 6 juillet 2012,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 6 juillet 2012, décidant et maintenant l'instauration du Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future figurant au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Puteaux et l'extension du Droit de Préemption Urbain aux aliénations et cessions visées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du 27 mars 2008 par laquelle le Conseil Municipal a accordé au Maire, pour la durée de son mandat, délégation pour les matières visées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle relative à l'exercice des droits de préemption,

Vu les formalités de publicité des délibérations susvisées dûment accomplies,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner souscrite par l'étude notariale Alain CYWIE, chargé d'établir un contrat de vente par Monsieur Abderrahmen AZNAG et Monsieur Ali BOULEGHMANE au profit de Monsieur El Houssaine BOULAGHMANE, reçue en Mairie le 5 juin 2012, concernant la vente au prix de CINQUANTE MILLE EUROS (50.000 €) :

- d'un appartement, libre de toute occupation ou location, d'une surface habitable de 24.91 m<sup>2</sup> (lot n°4), situé au premier étage et dépendant de la copropriété sise 7 bis rue Voltaire, cadastrée section AB n°59.

Vu l'avis de la Direction Générale de la Comptabilité Publique en date du 19 juillet 2012,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Ville de faire cette acquisition dans le cadre d'une opération d'aménagement,

## **A R R E T E**

**Article 1** : Pour les causes susmentionnées, la Ville de Puteaux exerce le droit de préemption à l'occasion de la vente du bien ayant fait l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner précitée.

**Article 2** : Le prix de **CINQUANTE MILLE EUROS (50.000 €)** pour le bien cédé, libre de toute occupation ou location, et figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner précitée, est accepté par la Ville de Puteaux.

**Article 3** : Le bénéficiaire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** : Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec accusé de réception par porteur contre décharge à :

**\* OFFICE NOTARIAL**  
**49, avenue Chandon**  
**Boîte Postal 007**  
**92235 GENNEVILLIERS CEDEX**

**\* Monsieur Abderrahmen AZNAG**  
**7 bis rue Voltaire**  
**92800 PUTEAUX**

**\* Monsieur Ali BOULEGHMANE**  
**7 bis rue Voltaire**  
**92800 PUTEAUX**

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de Puteaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Payeur Général des Hauts-de-Seine.

Fait à Puteaux, le **25 JUIL, 2012**



**Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense



# MAIRIE DE PUTEAUX

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Exercice du Droit de Préemption  
par la Ville de Puteaux à l'occasion de la vente  
d'un bien (lot n°11) appartenant  
à la Société GILLOTIN IMMOBILIER SCI  
sis 6 rue de l'Eglise et cadastré AC n°121

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.210-1 et suivants et L.300-1, modifiés par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L.1112-3,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Puteaux, approuvé le 16 février 2012, modifié le 6 juillet 2012,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 6 juillet 2012, décidant et maintenant l'instauration du Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future figurant au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Puteaux et l'extension du Droit de Préemption Urbain aux aliénations et cessions visées à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du 27 mars 2008 par laquelle le Conseil Municipal a accordé au Maire, pour la durée de son mandat, délégation pour les matières visées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment celle relative à l'exercice des droits de préemption,

Vu les formalités de publicité des délibérations susvisées dûment accomplies,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner, souscrite par l'étude notariale REILLAC-BERNOT-FROMENT, chargé d'établir un contrat de vente par la SOCIETE GILLOTIN IMMOBILIER SCI au profit de Monsieur Mohammed DJEDDAOUI, reçue en Mairie le 4 juin 2012, concernant la vente au prix de TRENTE QUATRE MILLE MILLE EUROS (34.000 €) :

- d'une pièce, occupée par un locataire, d'une surface habitable de 8.7 m<sup>2</sup> (lot n°11), située au deuxième étage et dépendant de la copropriété sise 6 rue de l'Eglise, cadastrée section AC n°121.

Vu l'avis de la Direction Générale de la Comptabilité Publique en date du 19 juillet 2012,

Considérant que le bâtiment, fortement dégradé, a fait l'objet d'un Arrêté de Périil imminent et non-imminent par Arrêté en date du 1<sup>er</sup> août 1994,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Ville de faire cette acquisition dans le cadre de la constitution d'une réserve foncière en vue de permettre une action de résorption de l'habitat insalubre,

## **A R R E T E**

**Article 1** : Pour les causes susmentionnées, la Ville de Puteaux exerce le droit de préemption à l'occasion de la vente du bien ayant fait l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner précitée.

**Article 2** : Le prix de **TRENTE QUATRE MILLE EUROS (34.000 €)** pour le bien cédé, dans son état d'occupation et location, et figurant dans la déclaration d'intention d'aliéner précitée, n'est pas accepté par la Ville de Puteaux qui propose celui de **TREIZE MILLE NEUF CENT EUROS (13 900 €)**.

**Article 3** : A compter de la réception de la présente offre d'acquérir, son bénéficiaire dispose d'un délai de **DEUX MOIS** pour notifier à la Ville de Puteaux :

- soit qu'il accepte le prix proposé à l'article 2 ci-dessus,
- soit qu'il maintient le prix figurant dans sa déclaration d'intention d'aliéner et accepte que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation,
- soit qu'il renonce à l'aliénation. Son silence pendant le délai de deux mois susmentionné équivaut à une renonciation d'aliéner.

**Article 4** : Le bénéficiaire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec accusé de réception par porteur contre décharge à :

**\* REILLAC - BERNOT - FROMENT**  
Notaires Associés  
81, rue de Verdun  
92150 SURESNES

**\* SOCIETE GILLOTIN IMMOBILIER SCI**  
89, rue Broca  
75013 PARIS

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de la Ville de Puteaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Payeur Général des Hauts-de-Seine.

Fait à Puteaux, le

26 JUIL. 2012



**Joëlle CECCALDI-RAYNAUD**

Maire de Puteaux  
Président de l'EPADESA  
Vice-Président de la Communauté  
d'agglomération Seine-Défense